

Halte à la contre-révolution en Pologne!

Solidarité roule pour la CIA et les banquiers



page 2

Workers Vanguard

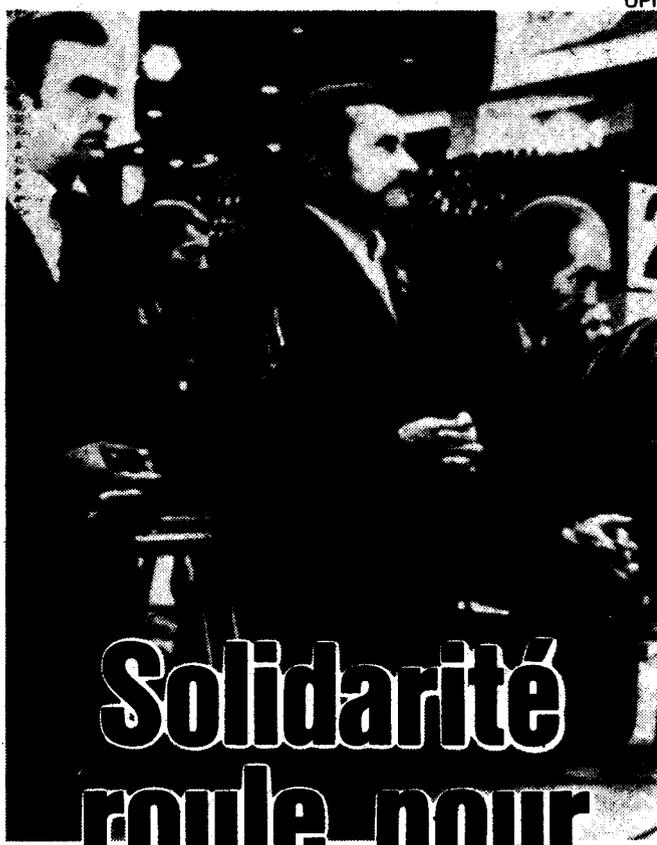
Les trotskystes manifestent contre Walesa à Paris 11

La volte-face du SWP sur l'Afghanistan..... 15

Le PCF capitule devant l'antisoviétisme Non au front populaire de guerre froide! 12

Le SU appelle au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan..... 27

Thèses sur l'Irlande..... 29



UPI

Solidarité roule pour la CIA et les banquiers

En août 1980, la grève massive des ports de la Baltique a placé les ouvriers polonais devant un choix historique: la banqueroute du régime stalinien étant spectaculairement établie, il s'agissait de prendre soit la voie de la contre-révolution sanglante, en alliance avec l'impérialisme, soit celle de la révolution politique prolétarienne. Les accords de Gdansk et l'apparition de Solidarité (Solidarność), l'organisation ouvrière de masse née de la grève générale de l'an dernier, ont produit une situation de double pouvoir à froid. Cette situation précaire ne pouvait durer longtemps. Et maintenant l'échéance expire. Avec le régime qui mobilise l'armée pour briser les grèves et les manifestations, la Pologne est au bord même de la guerre civile.

Depuis le premier congrès national de Solidarité début septembre, des éléments décisifs dans le syndicat avancent un programme de contre-révolution ouverte. L'appel à des «syndicats libres» à l'intérieur du bloc soviétique (depuis longtemps un mot d'ordre de combat pour l'anticommu-

nisme de guerre froide) cherchait délibérément à provoquer Moscou. Derrière l'appel à des «élections libres» à la diète (Parlement) on trouve le programme de la «démocratie à l'occidentale», c'est-à-dire la *restauration du capitalisme sous couvert de gouvernement parlementaire*. Jacek Kuron, figure de proue des «dissidents» polonais, conseiller influent de Solidarité et membre de la Deuxième Internationale, a appelé au pouvoir un régime contre-révolutionnaire.

Pour souligner leurs liens avec le «monde libre», les dirigeants de Solidarité ont invité Lane Kirkland, un «dur» de la guerre froide qui dirige l'AFL-CIO américain, à assister à la deuxième session du congrès fin septembre. Cet éminent lieutenant ouvrier de l'impérialisme, profondément engagé dans la course à la guerre antisoviétique menée par Washington, a annoncé qu'il irait à Varsovie pour y brandir l'étendard du «monde libre». On ne lui a pas accordé de visa. Kirkland devait être accompagné par Irving Brown, le sinistre «représentant européen» de l'AFL-CIO, qui utilise depuis des années sa couverture «ouvrière» pour jouer le rôle de provocateur de haut rang de la CIA contre le mouvement ouvrier européen. Solidarité, quant à lui, ouvre aux Etats-Unis un bureau chez le dirigeant du syndicat des enseignants, Albert Shanker, social-démocrate de droite notoire; le journal de son parti, *New America*, allait jusqu'à dénoncer George McGovern comme étant presque la «dupe des cocos» et condamnait même Nixon pour être «mou avec la Russie».

Le fait que Solidarité ait demandé son adhésion au Fonds monétaire international (FMI), le cartel mondial des banquiers, montre encore plus clairement comment Solidarité est le paravent de l'impérialisme occidental. Le sigle FMI, tout comme celui de la CIA, représente, de l'Amérique latine au Moyen-Orient, la terreur réactionnaire et brutale. Il est facile d'imaginer ce qu'un ouvrier chilien ou turc dirait (si toutefois il en avait l'occasion) d'un soi-disant syndicat qui demanderait que son pays soit soumis au contrôle économique du FMI. Le lien entre le FMI et la CIA est en gros celui d'un usurier à son homme de main, et maintenant Solidarité est leur syndicat-maison en Pologne.

L'activité et l'état d'esprit de Solidarité sont tout entiers ceux d'une organisation qui se bat pour le pouvoir. Quelques semaines avant le congrès, son dirigeant n° 1, Lech Walesa, déclarait aux imprimeurs des journaux gouvernementaux en grève:

«Je crois qu'une confrontation est inévitable. La prochaine confrontation sera une confrontation totale[...].
«Nous voyons plus clairement qu'on ne peut arriver à rien sans des solutions politiques. Nous gagnerons toute cette guerre.»

— *Los Angeles Times*, 21 août 1981

The Wall Street Journal (8 octobre 1981), qui a fait de nombreux reportages favorables sur le congrès de Solidarité, racontait que les badges qui se vendaient le mieux étaient ceux qui disaient «pas membre du parti», «élément antisocialiste» et «agent de l'impérialisme». Aujourd'hui, dans le bulletin de Solidarité, Jacek Kuron a appelé à un nouveau gouvernement basé sur un «conseil de salut national» composé de Solidarité, de l'Eglise catholique et de fonctionnaires communistes «modérés». «Ce conseil, dès sa formation, suspendrait les opérations de toutes les autorités, y compris du gouvernement», ajoutait Kuron (dépêche de l'UPI, 16 septembre 1981). Les

Photo de couverture: New York, le 24 septembre 1981, manifestation de la Spartacist League/US contre l'ouverture du bureau de Solidarité.



Le Bolchévik

Banderole de la Ligue trotskyste de France lors de la manifestation «pour la paix», le 25 octobre 1981 à Paris : «Pologne: front de la guerre froide. Halte à la contre-révolution de Solidarité!»

militants de Solidarité sont tout à fait conscients que leur organisation est sur le point de contrôler les aspects fondamentaux de la vie politique et économique polonaise.

La Pologne : Front de l'offensive impérialiste de guerre froide

De hauts fonctionnaires américains disent qu'aujourd'hui la Pologne représente pour l'Ouest l'occasion la plus importante et la plus prometteuse depuis 1945. Et cela vient d'une administration qui commence à saliver dès qu'elle entend le mot *rollback* [refoulement], ce cri de guerre de la première guerre froide. Les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest essayent, pas moins que Reagan et Haig, de convaincre les masses laborieuses que la vraie menace viendrait de l'«impérialisme rouge».

En réalité, c'est le «monde libre» occidental, s'alliant à toutes les forces les plus barbares et les plus réactionnaires au monde, qui cherche à détruire les acquis sociaux de la Révolution russe. En Afghanistan, la CIA fournit des armes aux fanatiques islamiques pour essayer d'affaiblir la frontière méridionale de l'URSS, alors que les troupes soviétiques jouent le rôle de libérateurs sociaux des peuples afghans affreusement arriérés. Le Vietnam, qui, il n'y a pas si longtemps, était le symbole même de la barbarie de l'impérialisme US, est sous la menace constante de nouvelles attaques de la Chine, maintenant ouvertement en alliance militaire avec Washington. Le régime raciste de l'apartheid sud-africain, longtemps paria international,

s'intègre de plus en plus au «monde libre» et agit pour le compte des Américains en attaquant l'Angola avec un armement fourni par Israël. Et puis, il y a cet autre bastion du «monde libre»: le Salvador où le matériel de guerre et les bérets verts équipent et soutiennent une junte sanguinaire qui passe son temps à exterminer des couches entières de sa population. La victoire de Solidarité en Pologne serait celle de Wall Street et du Pentagone, celle des juntes sanguinaires d'Amérique latine et des racistes d'Afrique du Sud.

L'Eglise catholique joue un rôle central dans la

édition française

SPARTACIST

(Fourth Internationalist)

Organe du marxisme révolutionnaire

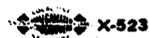
Organe du Comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale.

Comité de rédaction: Susan Adrian, Helene Brosius, Elizabeth Gordon, Jean Lesueur, John Sharpe (responsable)

Noah Wilner pour la réalisation

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377, G.P.O., New York, N.Y. 10116. Téléphone: 732-7862

numéro 18-19



x-523 hiver 1981-82

campagne contre-révolutionnaire des impérialistes en Pologne. Une semaine après la première session du congrès de Solidarité, le pape de Cracovie, Karol Wojtyła, a publié son encyclique écrite en polonais et attendue depuis longtemps sur la «question sociale». Elle réaffirmait l'attitude traditionnelle de l'Eglise, la *défense de la propriété privée capitaliste contre le socialisme*, tout en soutenant les syndicats aussi longtemps qu'ils sont «un facteur constructif d'ordre social et de solidarité». Peut-on douter que la «nouvelle Pologne», que les dirigeants de Solidarité disent construire, soit conforme aux directions définies par l'Eglise catholique à laquelle ils font profession d'une humble allégeance?

Reconnaissant à leur manière la situation contre-révolutionnaire en Pologne, les bureaucrates du Kremlin ont exigé du régime assiégé de Varsovie qu'il «prenne immédiatement des mesures énergiques et radicales pour couper court à la pernicieuse propagande antisoviétique et aux actions hostiles à l'Union soviétique». Au milieu du mois d'octobre, Kania, le dirigeant du parti communiste polonais, a été limogé et remplacé par le maréchal Jaruzelski, signe d'un durcissement envers Solidarité. Les membres du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) ont reçu l'ordre de démissionner de Solidarité. L'armée a été mobilisée dans le but de «réprimer les provocations de rue et imposer le respect de la loi».

C'est l'acte d'accusation le plus accablant contre le stalinisme, qu'après trois décennies de soi-disant «socialisme» une majorité de la classe ouvrière polonaise en ait tellement ras-le-bol qu'elle se rallie aux mots d'ordre de la guerre froide. Ce sont les stalinien, avec leur censure étouffante et leurs falsifications sans limite, leur corruption et leur grossière incompétence économique, leur suppression des droits démocratiques toujours accompagnée de cyniques promesses de «démocratisation», qui ont poussé le prolétariat polonais, historiquement socialiste, dans les bras du Vatican et de l'«AFL-CIA».

Il est aussi important de souligner qu'il apparaît que 15 à 20% des ouvriers polonais n'ont pas participé à la mobilisation de Solidarité, en dépit de l'énorme pression sociale qu'ils subissent en ce sens. La plupart de ces ouvriers

gardent probablement quelque loyauté à la cause du communisme et sont hostiles au cléricau-nationalisme de Walesa et Cie. Mais aujourd'hui de tels ouvriers sont clairement minoritaires et se trouvent sur la défensive dans la mesure où la direction de Solidarité a le soutien de la majorité active du prolétariat polonais. C'est pourquoi la menace existe aujourd'hui en Pologne d'une offensive contre-révolutionnaire pour le pouvoir. Cette menace doit être écrasée à tout prix et par tous les moyens nécessaires.

Solidarité sous l'aigle et la croix

C'est avec le plus complet cynisme que les dirigeants de Solidarité prétendent encore se conformer à l'accord de Gdansk d'août 1980, qui déclarait que le nouveau mouvement syndical reconnaîtrait le «rôle dirigeant» du parti communiste (le POUP), respecterait les alliances internationales de la Pologne (c'est-à-dire le Pacte de Varsovie) et ne s'engagerait dans aucune activité politique. Walesa et ses collègues étaient bien sûr fermement opposés à toutes ces conditions, mais ils les considéraient comme des concessions tactiques temporaires. L'idée que le nouveau mouvement syndical ne serait pas politique était une absurdité. Comme nous le disions au moment de la signature des accords de Gdansk, ou bien le nouveau mouvement syndical deviendrait un tremplin pour la réaction cléricale-nationaliste, ou bien il devrait s'y opposer au nom des principes socialistes. Il n'y avait pas et il n'y a toujours pas de «troisième voie», et encore moins une troisième voie purement syndicaliste.

Il était clair depuis le début que Walesa et Cie se voyaient conduisant la nation polonaise tout entière dans une croisade contre le «communisme imposé par les Russes», sous la bannière de l'aigle et de la croix. Solidarité n'est plus un syndicat, mais comprend maintenant de larges parties de l'intelligentsia, des petits bureaucrates, des prêtres, etc. Durant l'hiver et le printemps derniers, la plupart des efforts de Solidarité visaient à forcer le gouvernement à reconnaître légalement l'organisation des petits pro-

Demandez

«Halte à la contre-révolution de Solidarité!»

Brochures en anglais, italien et espagnol

Prix: \$1,00 L1000 5F

En français: Collection complète des articles sur la Pologne du *Bolchévik* et de *Spartacist* édition française

Prix: 8F

Commande:

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10
France

Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO
New York, NY 10116 USA



Les mots d'ordre spartacistes (dont certains en polonais et en russe) à la manifestation du 24 septembre à New York:

Non au refoulement! Non à la restauration capitaliste en Europe de l'Est!

Solidarność — Agents de la contre-révolution!

Sociaux-démocrates et AFL-CIO, couvertures pour la CIA en Pologne, aussi!

Reagan écrase le syndicat américain PATCO, et aime Solidarność!

Reagan et Haig: Bas les pattes devant la Pologne!

Pour des partis ouvriers de lutte de classe — en Pologne et en Amérique!

Ne vendez pas la Pologne aux banquiers allemands!

Solidarność — chien courant de l'impérialisme

600.000 soldats de l'Armée rouge sont tombés en libérant la Pologne des nazis allemands

Pour la défense militaire du bloc soviétique contre l'impérialisme!

Mort aux antisémites pilsudskistes!

Waryński, pas Wojtyła!

Vive le parti de Luxemburg, Jogisches, Warski, Walecki et Wera Kostrzewa!

Le stalinisme mine les Etats ouvriers — pour des partis trotskystes au pouvoir!

Pour la renaissance de la Quatrième Internationale trotskyste!

propriétaires paysans, Solidarité rurale, une puissante force pour la restauration du capitalisme. En mars dernier, Solidarité a même agité la menace d'une grève générale avant tout au bénéfice des petits capitalistes ruraux, bien que ceux-ci fassent monter le prix des denrées alimentaires pour les consommateurs urbains.

Les organisations locales de Solidarité ont alimenté un déluge de propagande antisoviétique réactionnaire de la plus vile espèce. Le journal de Solidarité à l'aciérie de Katowice, la plus importante du pays, a par exemple publié des chapitres de *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne et des dessins humoristiques qui auraient pu venir tout droit de la presse réactionnaire occidentale. En même temps, les dirigeants de Solidarité ne tarissent pas d'éloges sur l'Ouest impérialiste.

Pas étonnant que Reagan puisse déclarer que la crise polonaise annonce le début de la fin pour le communisme, le rêve obsessionnel de l'impérialisme mondial depuis Octobre 1917:

«[...]Je pense que ce que nous voyons maintenant non seulement en Pologne, mais ce que l'on commence à apprendre sur la Russie elle-même[...] sont une indication que le communisme est une aberration — ce n'est pas une façon normale de vivre pour des êtres humains, et je pense que nous sommes en train de voir les premiers craquements, le commencement de la fin.»

— *New York Times*, 17 juin 1981

Ce n'était pas simplement du bavardage philosophique. L'impérialisme US est profondément engagé à encourager la réaction anticommuniste en Pologne, en particulier à travers la bureaucratie de l'AFL-CIO qui a fait don à Solidarité de 300.000 dollars et de sa première presse d'imprimerie.

Tout en étant engagée dans la subversion de la Pologne

par l'intérieur, l'administration Reagan essaie aussi de provoquer l'Union soviétique pour qu'elle intervienne, notamment avec des déclarations incendiaires comme celle citée plus haut. Reagan/Haig veulent voir les ouvriers polonais lancer des cocktails Molotov sur les chars russes afin de chauffer à blanc leur campagne belliciste antisoviétique.

Bien que depuis un an la crise polonaise se soit développée dans le sens de la contre-révolution pro-impérialiste, la situation de double pouvoir à froid avait aussi créé des ouvertures pour la cristallisation d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire qui aurait pu renverser ce processus de l'intérieur. En tant que trotskystes, nous nous tournions par conséquent vers les possibilités de développement d'une opposition de gauche parmi les militants de Solidarité et du parti communiste qui voulaient un véritable «renouveau socialiste» en cherchant à revenir aux traditions internationalistes de Lénine et de Luxemburg, traditions dénaturées dans l'intérêt des bureaucrates staliniens. Une avant-garde révolutionnaire en Pologne chercherait à faire scissionner Solidarité, en gagnant la masse des ouvriers contre la direction nationaliste antisoviétique autour de Walesa. Elle avancerait un programme centré sur une stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat, la défense militaire inconditionnelle du bloc soviétique contre l'impérialisme-capitalisme, une révolution politique contre la bureaucratie stalinienne et l'établissement d'un gouvernement ouvrier démocratiquement élu basé sur des soviets pour mettre en oeuvre une planification économique socialiste (y compris la collectivisation de l'agriculture). Dans le même temps, nous reconnaissons pleinement qu'en Pologne ce programme va largement à contre-courant et que la tendance dominante était la consolidation dans Solidarité d'un cours restaura-

tionniste au nom de la nation, de l'Eglise et du « monde libre ».

Solidarité appelle à la contre-révolution « démocratique-bourgeoise »

Pendant un an, la direction de Solidarité s'est arrêtée juste avant d'appeler ouvertement au renversement du système « communiste » officiel (un Etat ouvrier dominé par la bureaucratie) et son remplacement par la « démocratie » (bourgeoise) comme à l'Ouest. Walesa en particulier aimait se présenter comme un simple syndicaliste, comme si Solidarité était la même chose que l'AFL-CIO des Etats-Unis ou la DGB de l'Allemagne de l'Ouest. Mais à mesure que l'économie s'enfonçait dans le chaos, tout le monde reconnaissait que le syndicalisme pur et simple était impossible. La production industrielle et agricole s'est effondrée, les magasins sont vides, les gens attendent des heures pour acheter de la nourriture et autres produits de consommation. Le dirigeant de la section de Varsovie de Solidarité aimait à comparer l'organisation à un syndicat de marins à bord d'un navire qui coule. L'impuissance manifeste des staliniens polonais et l'évidente réticence du Kremlin à intervenir militairement ont-ehardi davantage la soi-disant aile « militante » de Solidarité.

L'organisation a commencé à lutter pour s'emparer du pouvoir sur le front économique. En avril dernier, Solidarité a présenté un programme pour l'abolition de la planification économique centralisée, l'élection des dirigeants des entreprises par les ouvriers et l'autonomie des entreprises sur la base de la concurrence du marché. Dans les conditions anarchiques où se trouve la Pologne, de telles entreprises autogérées se débarrasseraient rapidement de tout contrôle de l'Etat autre que formel. S'il était appliqué, le programme économique de Solidarité amènerait immédiatement un chômage massif, faciliterait la pénétration économique impérialiste, et renforcerait énormément les forces qui poussent à la restauration du capitalisme. (Pour une analyse plus approfondie, voir l'article « Le "socialisme de marché" est antisocialiste » dans le *Bolchévick* n° 28, octobre 1981.)

Mais les activités du premier congrès de Solidarité sont allées bien au-delà. Son appel ouvert à des « syndicats libres » dans le bloc soviétique est à la fois une provocation arrogante visant Moscou et une déclaration de solidarité idéologique avec l'impérialisme occidental. Si la lutte pour

des syndicats indépendants du contrôle bureaucratique est partie intégrante du programme trotskyste pour la révolution politique prolétarienne dans le bloc soviétique dirigé par les staliniens, le mot d'ordre de « syndicats libres » a depuis longtemps été associé avec l'impérialisme de l'OTAN. Au début de la guerre froide, la bureaucratie fanatiquement anticomuniste autour de Meany a créé la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) en étroite collaboration avec la CIA. Il est par conséquent dans l'ordre des choses qu'au congrès de Solidarité Lane Kirkland ait dû être accompagné de Irving Brown en personne, « Mr. AFL-CIA », qui depuis trente ans se consacre à la provocation au sein du mouvement ouvrier au profit de l'impérialisme US. Etant en relation avec les huiles de l'AFL-CIO depuis des mois, la direction de Solidarité est parfaitement consciente de la signification anticomuniste du mot d'ordre de « syndicats libres ». De fait, Solidarité a lancé un appel à organiser en URSS et en Europe de l'Est des syndicats affiliés à la CISL liée à la CIA.

Dans l'arsenal idéologique de l'antisoviétisme impérialiste, la « démocratie » est encore plus importante que les « syndicats libres » — pas la démocratie ouvrière basée sur les soviets comme dans la Révolution bolchévique de 1917, mais la « démocratie » bourgeoise parlementaire. Là aussi le congrès de Solidarité s'est totalement rallié à la contre-révolution « démocratique-bourgeoise ». L'importante section de Varsovie a présenté une motion appelant à des « élections libres » à la diète, déclarant par la suite que « la voie vers la souveraineté de la nation passe par l'élection démocratique à des organes représentatifs » (*New York Times*, 10 septembre 1981). Tout dans la vision du monde de Solidarité, y compris la démocratie, est subordonné à la souveraineté nationale polonaise. (Pour une analyse théorique de la contre-révolution « démocratique-bourgeoise » dans les Etats ouvriers bureaucratisés, voir Shane Mage, « La "démocratie pure" ou la révolution politique », *Spartacist* édition française n° 17, hiver 1980-81.)

En supposant que le régime de Varsovie soit incapable de les empêcher (comme c'est probablement le cas), et que l'armée soviétique n'intervienne pas, quelle sorte de gouvernement sortirait aujourd'hui d'élections libres à un Parlement souverain en Pologne ? Un quart ou un tiers des électeurs seraient des paysans propriétaires qui feront ce que leur curé leur dira de faire. Le journaliste britannique Tim Garton Ash résumait bien leur attitude sociale : « Ce sont les paysans catholiques conservateurs du Sud-Est de la Pologne qui renverseraient le communisme au moindre signe d'un cardinal » (*Spectator*, 14 février 1981). Historiquement, le socialisme marxiste a été un courant puissant et à certaines époques dominant dans le prolétariat industriel polonais. Mais 35 ans de bureaucratisme stalinien ont rendu à ce moment une grande partie de la classe ouvrière polonaise favorable au cléricalo-nationalisme et à la social-démocratie pro-occidentale, tout en démoralisant l'autre partie. La démocratie parlementaire se traduirait vraisemblablement par la victoire de forces anticomunistes et nationalistes qui cherchent une alliance avec les impérialistes de l'OTAN contre l'Union soviétique.

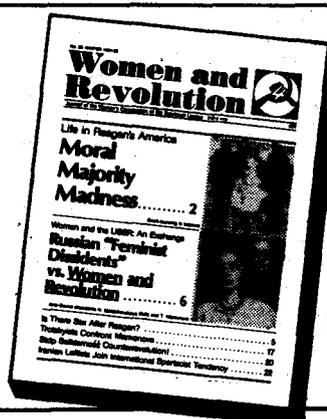
Un tel gouvernement signifierait la contre-révolution au pouvoir. En 1935, Trotsky observait qu'il suffirait de la restauration d'un bloc des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires pour que l'édification socialiste soit

SUBSCRIBE! Women and Revolution

Journal of the
Spartacist League/U.S.
Women's Commission

\$.50 single issue
\$2/4 issues

Order from:
Spartacist Publishing Co., Box
1377 GPO, New York, NY 10116





La contre-révolution n'est pas une blague. Des étudiants polonais portent des tee-shirts «EA» (élément antisocialiste).

supprimée d'un seul coup» («L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme», *Oeuvres*, Tome 5). Et les partis qui gagneraient des «élections libres» dans la Pologne de Wojtyła et de Walesa sont très à droite des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires russes. Ils sont plus proches du nationalisme pilsudskiste, nostalgiques de la grande Pologne du dictateur fascisant de l'entre-deux-guerres.

Et qu'arriverait-il à toute opposition de gauche à une telle contre-révolution «démocratique-bourgeoise»? Dans son rapport au congrès de Solidarité, le secrétaire de l'organisation, Andrzej Celinski, déclarait que ses opposants communistes «n'hésitent pas à s'engager dans la voie de la trahison nationale» (dépêche de l'UPI, 6 septembre 1981). Etant donné l'état d'esprit des délégués, l'accusation de «trahison nationale» constitue la plus incendiaire des dénonciations politiques imaginables. Si Solidarité agit pour rétablir la souveraineté nationale, les membres loyaux et les partisans du POUP vont devenir les victimes d'une terreur blanche.

Les pseudo-trotskyistes comme Ernest Mandel du Secrétariat unifié basé en Europe et Jack Barnes du Socialist Workers Party américain, à la remorque de la social-démocratie antisoviétique, argumentent que les dirigeants de Solidarité n'ont pas explicitement appelé à la restauration du capitalisme. Mais ils ont clairement appelé au renversement de l'Etat existant et à son remplacement par un régime clérical-nationaliste qui aurait des liens étroits avec les impérialistes de l'OTAN. Et cela ne serait pas un processus pacifique mais une contre-révolution sanglante. Trotsky dénonçait la notion d'une transition pacifique et progressive du pouvoir d'Etat prolétarien en pouvoir d'Etat bourgeois comme étant dérouler à l'envers le film du réformisme.

Quant à la transformation économique qui en résulterait, Trotsky a aussi souligné qu'«en cas de triomphe de la contre-révolution bourgeoise en URSS le gouvernement devrait pendant une longue période s'appuyer sur l'économie nationalisée» («Un Etat non ouvrier et non bourgeois?», *Défense du marxisme*). L'industrie d'Etat serait privée de nouveaux investissements ou même de pièces de rechange, puisque cela détournerait des

ressources d'un secteur privé en croissance rapide. En même temps, les investissements capitalistes étrangers seraient sollicités sur une large échelle. Walesa appelle ouvertement à des entreprises mixtes avec les capitalistes occidentaux, comme moyen de sauver l'économie polonaise. Les salaires seraient maintenus à un bas niveau pour être compétitif sur le marché mondial. Des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs seraient licenciés dans le cadre de «nécessaires» mesures de rationalisation. La masse des ouvriers abusés de Solidarité ne veut pas cela. Mais la restauration du capitalisme, dans toute sa brutalité, succéderait au programme de «démocratie à l'occidentale» défendu par Solidarité, comme la nuit succède au jour.

Dis-moi qui tu fréquentes...

Tout en proclamant la nécessité d'«élections libres» dans le bloc soviétique, Solidarité a pris soin de *ne pas se* solidariser avec les luttes ouvrières dans les pays *capitalistes*. Quand Ronald Reagan a licencié 12.000 aiguilleurs du ciel en grève, tous les membres du syndicat au niveau national, presque toutes les confédérations syndicales du monde occidental ont protesté. Mais pas Solidarité en Pologne! Le porte-parole de Solidarité Zygmunt Przetakiewicz assistait à la manifestation du Labor Day [journée du Travail] à New York en compagnie d'Albert Shanker. Alors que même les bureaucrates les plus droitiers de l'AFL-CIO dénonçaient les attaques massives de Reagan contre les syndicats et les coupes sombres dans les programmes d'aide sociale, le porte-parole de Solidarité a conservé une prudente neutralité dans le conflit entre la classe ouvrière américaine et le gouvernement le plus réactionnaire du dernier demi-siècle. Quand on lui demanda ce qu'il pensait de la politique de Reagan, Przetakiewicz répondit: «J'aimerais ne pas être impliqué dans ce genre d'histoire» (*New York Times*, 8 septembre 1981).

A la manifestation du Labor Day, Przetakiewicz annonça que Solidarité allait ouvrir sa première représen-

Free Trade Union News



Lane Kirkland (à gauche) et Irving Brown (à droite) incitent à la contre-révolution sanglante en Pologne avec une édition en polonais du journal de l'AFL-CIO, Free Trade Union News.



tation étrangère dans le quartier général de l'United Federation of Teachers (UFT — Fédération unie des enseignants). L'UFT n'est guère le syndicat américain typique. C'est la principale base organisationnelle pour les Social Democrats, USA, connus par ailleurs sous le nom de «socialistes du Département d'Etat». Le Socialist Party de Shanker (qui a changé de nom en 1972 pour éviter la marque infâmante du socialisme !) a été jusqu'au bout dans le camp des faucons pendant la guerre du Vietnam, même après que Nixon/Kissinger eurent abandonné une cause perdue.

Les sociaux-démocrates sont méprisés par la plupart des libéraux comme des bellicistes anticommunistes déments. Dans le film *Sleeper* réalisé par l'humoriste libéral de gauche Woody Allen, le héros (ou anti-héros) new-yorkais typique se réveille quelques siècles dans le futur et apprend que sa civilisation a été anéantie dans une guerre nucléaire. Comment, demande-t-il, cette guerre a-t-elle commencé ? On lui répond : nous ne savons pas exactement, mais nous pensons qu'un homme du nom d'Albert Shanker s'est procuré une bombe atomique.

Dans les dix dernières années, les sociaux-démocrates ont tissé les liens les plus étroits avec l'appareil meanyste qui dirige l'AFL-CIO. Kirkland/Shanker ont fait davantage que n'importe qui d'autre dans le mouvement ouvrier pour préparer le chemin au réarmement massif et à la course à la guerre antisoviétique entrepris par Reagan. Ces deux criminels préparent activement une première frappe nucléaire contre l'Union soviétique. Kirkland est membre du Committee on the Present Danger [Comité sur le

danger actuel], un groupe de pression réactionnaire et militariste qui attaquait Carter pour s'être «vendu» aux Russes au cours des négociations SALT. Le *premier point* d'une récente résolution des sociaux-démocrates américains sur la politique générale déclare que :

«Les principales priorités pour l'administration [Reagan] dans le domaine de la politique étrangère doivent être :
1) *reconstruire la puissance nucléaire et conventionnelle des Etats-Unis* : on doit entreprendre aussi rapidement que possible de corriger le déséquilibre, selon les axes suggérés par des experts militaires compétents comme ceux qui sont associés au Committee on the Present Danger.»

— «The Global Vision of Social Democracy»,
New America, janvier/février 1981
(souligné dans le texte)

Comme on dit, dis-moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es. Eh bien voilà les fréquentations américaines de Solidarité !

La Russie soviétique et le danger contre-révolutionnaire en Pologne

Face au danger contre-révolutionnaire en Pologne, les stalinien du Kremlin ont dépassé le stade des dénonciations dans la *Pravda* pour mobiliser les ouvriers soviétiques contre Solidarité. Ils ont organisé des réunions de masse à l'usine automobile géante Zil de Moscou et dans d'autres usines semblables à Léningrad et ailleurs, pour faire approuver une réponse publique à l'appel de Solidarité aux ouvriers soviétiques :

«Les auteurs du message nous invitent à nous renier, à trahir les millions de ceux qui ont péri dans les combats contre l'impérialisme, à trahir notre avenir communiste.»

— *Le Monde*, 13-14 septembre 1981

Ces mots et ces réunions ne sont pas simplement montés bureaucratiquement de toutes pièces sans soutien de la base. A n'en pas douter, les stalinien du Kremlin essaient d'envenimer le chauvinisme grand-russe et antipolonais. De plus, les ouvriers russes et les travailleurs des fermes collectives sont mécontents de ce que pendant des années Moscou ait subventionné l'économie polonaise, bien que le niveau de vie soit bien plus élevé à Varsovie et Gdansk qu'à Moscou ou Kiev. Même les journalistes bourgeois occidentaux rapportent qu'en URSS l'homme de la rue n'a aucune sympathie pour Solidarité et ce pour quoi Solidarité se bat. Pourquoi ? Ce n'est pas principalement du chauvinisme ou du ressentiment.

La raison fondamentale est que les masses laborieuses soviétiques veulent défendre contre l'impérialisme mondial le système social collectivisé issu de la Révolution d'Octobre, malgré la dégénérescence stalinienne qui s'est produite par la suite. A la différence de la Pologne, où un Etat ouvrier déformé a été imposé d'en haut par l'Armée rouge, en 1917 la classe ouvrière russe a pris l'histoire entre ses mains et elle ne va pas renoncer à la légère aux acquis d'Octobre. De plus, le peuple travailleur soviétique se rappelle douloureusement les 20 millions des siens perdus dans la lutte contre l'Allemagne d'Hitler, et dont 600.000 sont tombés en libérant la Pologne de l'horreur de l'occupation nazie. Le peuple travailleur soviétique sait que le terrible arsenal nucléaire de l'impérialisme américain est pointé sur lui, et que ce sont les fanatiques anticommunistes Reagan/Haig qui ont le doigt sur la gachette.

Il craint que l'Europe de l'Est se transforme en Etats alliés de l'impérialisme qui amèneraient l'OTAN jusqu'à sa propre frontière. Les bureaucrates du Kremlin exploitent cyniquement cette conscience pour appuyer leur politique d'écrasement des soulèvements populaires et des aspirations démocratiques en Europe de l'Est, comme en Tchécoslovaquie en 1968. Mais la Pologne de Wojtyla et de Walesa n'est pas la Tchécoslovaquie du «socialisme à visage humain» de Dubček. Le danger contre-révolutionnaire est maintenant bien réel. La Pologne pourrait à n'importe quel moment exploser dans une révolte contre-révolutionnaire genre Kronstadt en 1921 sur une échelle de masse.

Mais si la Pologne peut devenir un Kronstadt géant, le régime bureaucratique de Brejnev est séparé du gouvernement communiste de Lénine et Trotsky par une contre-révolution politique. En tant que révolutionnaires prolétariens, notre rôle n'est pas de donner aux staliniens du Kremlin des conseils pour faire face à la situation contre-révolutionnaire en Pologne, dont ils portent en dernier ressort la responsabilité. Ils ne sont pas nos sauveurs. Nous ne faisons aucune confiance aux staliniens russes pour pouvoir ou vouloir défendre les acquis sociaux de la Révolution d'Octobre, étendus bureaucratiquement à la Pologne. Les staliniens du Kremlin sont en principe parfaitement capables de vendre la Pologne aux banquiers ouest-allemands s'ils pensent qu'ils peuvent sauvegarder leur propre base nationale du pouvoir. Souvenez-vous du pacte Hitler-Staline. Le magazine ouest-allemand *Der Spiegel* (5 octobre 1981), généralement bien informé, rapporte des contacts secrets entre des représentants du Kremlin, le cardinal Glemp et les dirigeants de Solidarité

au cours desquels les Russes auraient dit qu'ils accepteraient un «statut politique très proche de celui de la Finlande» en échange d'une stabilité intérieure et du maintien des alliances militaires. Néanmoins, étant donné l'hostilité implacable et démente de l'administration Reagan et le poids relatif de l'impérialisme américain par rapport à l'impérialisme allemand, abandonner la Pologne n'est pas aujourd'hui une option viable pour la bureaucratie soviétique. D'autant plus que la Pologne se trouve sur les principales voies d'approvisionnement et de communication entre l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est, le principal Etat à faire face à l'impérialisme occidental.

Tous les ouvriers qui ont une conscience de classe doivent, partout dans le monde et en particulier en Union soviétique, en Pologne et dans les autres pays d'Europe de l'Est, comprendre que Solidarité poursuit une politique menaçant directement les acquis de la Révolution d'Octobre, la plus grande victoire de la classe ouvrière dans l'histoire. Le cours contre-révolutionnaire de Solidarité doit être arrêté! *Si les staliniens du Kremlin, à leur manière nécessairement brutale et stupide, interviennent militairement pour l'arrêter, nous soutiendrons cette action.* Et nous en prenons à l'avance la responsabilité; quelles que soient les stupidités et atrocités qu'ils commettront, nous ne flancherons pas devant la nécessité de défendre l'écrasement de la contre-révolution de Solidarité.

Que font les révolutionnaires quand le programme marxiste se retrouve opposé à une large majorité de la classe ouvrière, situation que nous cherchons bien sûr vivement à éviter? Il ne peut y avoir aucun doute. La tâche des communistes doit être de défendre à tout prix le programme et les acquis de la dictature du prolétariat.

La Trozktistische Liga Deutschlands, section ouest-allemande de la TSI, dans la manifestation pacifiste du 10 octobre 1981 à Bonn: «Pour la défense de l'Union soviétique! A bas l'OTAN!»



Aujourd'hui, avec la Pologne, les trotskystes se trouvent placés dans cette position, et il est nécessaire de ramer contre un puissant courant contre-révolutionnaire.

Mais l'intervention militaire soviétique contre Solidarité aura un caractère entièrement différent de celui de son intervention contre les réactionnaires islamiques en Afghanistan, intervention qui a ouvert la possibilité de libérer les peuples d'Afghanistan des misérables conditions de l'arriération féodale et pré-féodale. Là-bas nous avons dit «Salut à l'Armée rouge!» En Pologne, ce sont les staliniens eux-mêmes, à travers des décennies de capitulation devant les forces capitalistes, qui ont produit la crise contre-révolutionnaire.

Si une direction trotskyste avait à intervenir aujourd'hui contre la contre-révolution en Pologne, le conflit pourrait ne pas être moins violent. Mais une telle direction chercherait à mobiliser les secteurs de la classe ouvrière polonaise qui se placent du côté des acquis sociaux historiques nés de la libération de la Pologne de l'esclavage nazi et de l'exploitation capitaliste, qui haïssent la bureaucratie pour mettre en péril ces acquis, et qui se battraient aux côtés de l'armée soviétique pour défendre les bases matérielles d'un avenir socialiste. Les crimes du stalinisme, au premier rang desquels la présente situation contre-révolutionnaire en Pologne, exigent une révolution politique prolétarienne dans tout le bloc soviétique, et ces ouvriers pourraient bien constituer son avant-garde consciente en Pologne, trempés en partie à travers une mobilisation révolutionnaire pour écraser les forces réactionnaires de Solidarité.

Les pseudo-trotskystes et les opportunistes pédants comme Jack Barnes et Ernest Mandel (qui ont salué comme progressiste la «révolution islamique» de Khomeiny, au moment même où les mollahs se mettaient à massacrer leurs partisans) proclament maintenant qu'une révolution politique prolétarienne est en cours en Pologne par l'intermédiaire de Solidarité! Solidarité est au contraire le cheval de Troie de la course fanatique à la guerre antisoviétique, et c'est une mobilisation contre-révolutionnaire pro-impérialiste qui est en train de se

produire en Pologne. Ce n'est pas un hasard si Solidarité s'est développé à l'ombre des fusils du militarisme impérialiste antisoviétique qui s'est épanoui d'abord sous Carter/Brzezinski et maintenant sous Reagan/Haig, aidés par la présence au Vatican d'un pape polonais violemment anticommuniste. Ce n'est pas non plus un hasard si dans cette période où la défense de l'Union soviétique est une nécessité urgente, les pseudo-trotskystes menés par Barnes/Mandel abandonnent toute prétention à défendre l'Union soviétique et se rallient à Solidarité.

Les choix auxquels les révolutionnaires sont confrontés en Pologne, en l'absence d'une avant-garde trotskyste de masse, ne sont pas très attrayants même s'ils sont clairs. L'abstentionnisme n'est pas un choix; c'est un soutien voilé à la contre-révolution. L'abandon de la perspective du combat pour le facteur conscient dans l'histoire, pour *l'avant-garde prolétarienne internationale*, n'est pas moins dangereux; il mène soit à l'adaptation social-démocrate à la bourgeoisie, soit à l'adaptation à la bureaucratie stalinienne (à la Marcy, qui soutenait l'intervention stalinienne contre une révolution politique prolétarienne naissante en Hongrie). La situation polonaise n'a pu se développer jusqu'à ce point qu'à la faveur du vide politique qui reflète la destruction en Pologne d'une puissante tradition communiste internationale à travers une persécution sauvage due à la fois aux capitalistes et aux staliniens. Cette tradition ne sera rétablie que dans une Quatrième Internationale reforgée par les révolutionnaires qui ont défendu les acquis d'Octobre quand le danger était proche, la situation complexe et le besoin de clarté et de courage programmatique urgent.

Nous mettons en garde les ouvriers polonais et le prolétariat mondial: sous la bannière de la nation, de l'Eglise et du «monde libre», la direction de Solidarité organise une contre-révolution capitaliste sanglante. La création d'une Pologne «démocratique» aux ordres de Reagan/Haig sur la frontière occidentale de l'URSS rapprocherait considérablement l'effroyable perspective d'un holocauste nucléaire antisoviétique. La contre-révolution de Solidarité doit être arrêtée! ■

Walesa (au centre) en solidarité avec l'Eglise polonaise réactionnaire.



Les trotskystes manifestent contre Walesa à Paris

Adapté du Bolchévik n° 29, novembre/décembre 1981

Lech Walesa est venu en France en octobre 1981 avec des cadeaux pour tout le monde. Pour les chrétiens, un petit médaillon de la sainte Vierge. Pour les syndicalistes, l'«autogestion» dans les usines. Pour les stalinien, des promesses creuses que la Pologne ne quitterait pas le Pacte de Varsovie. Mais le plus important était pour la bourgeoisie: sa première déclaration fut d'assurer que Solidarité se porterait «garant [des] crédits étrangers» — c'est-à-dire qu'il accepte l'ingérence capitaliste et les mesures d'austérité exigées par les banquiers impérialistes. Et évidemment Walesa rencontra Mauroy, premier ministre de ce gouvernement «socialiste» de guerre froide qui joue les couvertures «socialistes démocratiques» à la contre-révolution capitaliste en Pologne et qui cherche à devenir un interlocuteur privilégié de Solidarité.

Lors des deux conférences de presse données à Paris par Walesa, le 14 et le 19 octobre, la Ligue trotskyste de France (LTF) était là pour protester contre le rôle de syndicat-maison que Solidarité joue au service de la CIA et des banquiers. Si, le 14 octobre, la police «socialiste» de Defferre dispersa le rassemblement, le 19 il put se tenir. Lors de la première conférence de presse, un journaliste du Bolchévik demanda à Walesa ce qu'il pensait de cette protestation de militants communistes qui disent que Solidarité menace la Pologne d'une contre-révolution capitaliste. Sa réponse fut: «J'ai mon opinion, une opinion d'amour.» Une autre question posée par notre reporter concernait l'appel, émis par le congrès de Solidarité, à rejoindre le Fonds monétaire international qui justement impose au Chili des conditions d'austérité draconiennes. Walesa répondit évasivement que Solidarité «accepte tout ce qui pouvait être utile». Mais un autre membre de la délégation de Solidarité fut plus explicite: «Ce qui nous semble le plus important est le contrôle par un organisme international. De toute façon, nous sommes conscients que pour sortir de la crise, étant donné la situation actuelle en Pologne, il faudra faire de gros sacrifices.» Ce ne sont pas les banques impérialistes qui feront les sacrifices en tout cas.

La presse fut assez irritée par les questions tranchantes de la LTF. Le Monde écrivait le lendemain que «quelques-uns de nos confrères semblaient acharnés à lui faire avouer un penchant secret pour le capitalisme, invoquant la prise de position de Solidarité en faveur de l'adhésion de la Pologne au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale». Secret, l'appel au FMI?! Mais Libération fut plus acerbe:

«Pendant ce temps, dehors, une petite escouade de la Ligue trotskyste de France (tendance spartaciste internationale) manifestait contre "Solidarité" qualifié "d'instrument de l'impérialisme" et dénonçait sans rire ce "programme de guerre froide" que sont les "élections libres" et les "syndicats libres". Avant d'appeler, tout aussi sérieusement, à la venue au pouvoir de "partis trotskystes". Que le Dieu de Walesa nous en préserve.»

Ne comptez pas trop dessus quand même.

Le plus révélateur fut peut-être la réponse que Walesa fit

à une question sur la démocratie. Il répéta à plusieurs reprises: «Nous avons 36 ans de retard pour établir une véritable démocratie» (le Monde, 16 octobre 1981). Il aurait probablement préféré que ce soit Eisenhower qui pénètre en 1945 en Pologne et non l'Armée rouge. Ainsi aurait-il pu jouir du statut de «syndicat libre» que Reagan accorde «généreusement» aux aiguilleurs du ciel américains! A moins qu'il ne pense que le sort du prolétariat polonais était meilleur sous l'occupation nazie ou sous la dictature de Pilsudski qu'aujourd'hui!! La haine d'un Walesa pour l'URSS et son mépris pour les 600.000 soldats soviétiques morts pour libérer la Pologne du joug nazi sont sans bornes.

Pour les sociaux-démocrates de la CFDT, depuis longtemps partisans de l'«autogestion», Walesa est un héros. Pourtant, un incident survenu lors d'un meeting de la CFDT en son honneur provoqua un malaise certain. Selon Libération, lorsque, à la fin, l'assistance entonna l'«Internationale», la délégation polonaise quitta en protestation la tribune, à l'étonnement général!

La visite de Walesa mit la CGT dans l'embarras. Elle connaît parfaitement les liens entre Solidarité et un certain Irving Brown qui, après la Deuxième Guerre mondiale, avait utilisé l'argent de la CIA pour scissionner le mouvement syndical français. Mais le PCF fait maintenant partie du front populaire antisoviétique de Mitterrand. Lors de la réception donnée par la CGT pour Walesa, la LTF distribua un tract intitulé «Halte à la contre-révolution de Solidarité». Le service d'ordre stalinien, qui avait reçu l'ordre de chasser les trotskystes «gentiment, sans brutalité», s'approcha de nos camarades; et c'est une discussion politique qui s'engagea, à laquelle le responsable du service d'ordre mit fin en disant: «Je suis d'accord avec vous sur la Pologne, mais j'ai des ordres.» Et nos vendeurs durent s'éloigner, non sans leur avoir distribué notre tract. ■

Brochure de la LTF

8F—11F port inclus

Commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10
France

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
tendance spartaciste internationale

LA GUERRE FROIDE
POUSSE LA LCR
ET LE SU
DANS LA
SOCIAL-DEMOCRATIE

documents
des oppositaires
trotskystes
dans le GIM, l'IMG et la LCR

LE BOLCHEVİK B.P. 135-10
75463 PARIS CÉDEX 10

Pris: 8F
Septembre 1981

Le PCF capitule devant l'antisoviétisme

Non au front populaire de guerre froide!

La défaite infligée à Valéry Giscard d'Estaing par le candidat du Parti socialiste (PS) François Mitterrand au deuxième tour des élections présidentielles du 10 mai a été saluée comme une victoire par les traîtres qui dirigent la classe ouvrière. Mais la formation d'un nouveau gouvernement de front populaire qui s'est engagé à mener une politique anti-ouvrière d'«austérité» à l'intérieur et de défense des intérêts de l'impérialisme de l'OTAN à l'extérieur n'est aucunement une victoire pour les travailleurs et les opprimés! «Mitterrand est l'otage de ses partenaires gaullistes et radicaux», notait la Ligue trotskyste de France (LTF), section de la tendance spartaciste internationale, en rappelant le front populaire de Léon Blum en 1936 qui ouvrit la voie à Vichy, et aussi le gouvernement d'«Union nationale» d'après-guerre qui brisa les grèves ouvrières et noya dans le sang les luttes des masses dans les colonies:

«Tous les fronts populaires, contraints par avance à des demi-mesures du fait de leurs liens avec la bourgeoisie, se sont révélés incapables de surmonter les crises économiques et sociales auxquelles ils ont été confrontés. L'impuissance du front populaire pousse les masses petites-bourgeoises désespérées dans les bras d'un Pétain, d'un de Gaulle ou pire... C'est seulement quand la classe ouvrière lutte pour le pouvoir en son propre nom, quand elle montre qu'elle est en mesure d'exproprier la bourgeoisie, qu'elle peut alors rallier à sa cause les masses petites-bourgeoises.

«Personne ne doit se faire d'illusions sur la vague d'euphorie social-démocrate qui accompagne l'élection de Mitterrand. La France n'est pas sur le point de devenir un

modèle de modération social-démocrate! Tout sursaut de la lutte des classes remettra immédiatement en question l'équilibre instable du gouvernement Mitterrand. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une «austérité de gauche» en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement *contre* le front populaire.»

— *Le Bolchévik* n° 26, juin 1981

Le front populaire arrive au pouvoir dans le contexte d'une nouvelle campagne de guerre froide orchestrée par l'impérialisme américain. Le PS a scellé son alliance avec des gaullistes sur la base d'un antisoviétisme virulent. Mitterrand a sans cesse accusé Giscard d'être «mou» avec les Russes; il a souligné son antisoviétisme en effectuant une visite pré-électorale en Chine et en affirmant servilement son soutien aux nouveaux missiles américains en Europe et au Marché commun, l'annexe économique de l'OTAN. Pour obtenir quelques ministères de seconde zone dans ce gouvernement farouchement pro-OTAN, Georges Marchais, le dirigeant du Parti communiste français (PCF), a dû abandonner toute prétention à s'opposer à l'offensive de guerre froide menée actuellement par l'impérialisme occidental.

La LTF a été le seul groupe d'«extrême gauche» en France à refuser de voter pour le champion de guerre froide «socialiste» François Mitterrand. Pour bien mettre en évidence son opposition à la collaboration de classe pro-impérialiste, la LTF avait soulevé l'automne dernier la

Der Spiegel



Marchais capitule devant l'antisoviétisme impérialiste pour obtenir quelques ministères de second ordre dans le gouvernement pro-OTAN de Mitterrand.

possibilité de donner un soutien sauvagement critique au candidat du PCF Marchais, ce parti ayant pour des raisons défensives adopté une posture conjoncturelle d'indépendance, par ailleurs équivoque, par rapport aux partis bourgeois et aux sociaux-démocrates. A la suite de la crise portugaise de 1974-75, l'impérialisme occidental, avec comme fer de lance la campagne des «droits de l'homme» de Carter, est devenu de plus en plus antisoviétique. C'est dans ce climat que les socialistes, dirigés par Mitterrand, ont lancé une offensive contre le PCF pour ses liens avec Moscou, minant sa base électorale et séduisant son aile droite eurocommuniste. Mis au pied du mur par les sociaux-démocrates, les dirigeants du PCF se sont défendus par un déplacement «à gauche», qui a conduit en 1978 à la rupture de l'union de la gauche. Cet événement, en repoussant le PCF dans le «ghetto» de l'isolement électoral, a établi le cadre de la campagne de Marchais en 1980-81.

La LTF reconnaissait dans la tactique léniniste du soutien critique un moyen d'exacerber les contradictions dans la campagne du PCF, en dressant la base contre le sommet dans ce parti réformiste qui bénéficie encore de la confiance des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière française. La posture d'indépendance par rapport à la bourgeoisie hypocritement adoptée par le PCF comprenait une «autocritique» à propos des fronts populaires des années 30 et 40 comme de l'union de la gauche: «Trois fois ça suffit.» Ce tournant à gauche verbal avait tendance à provoquer dans les rangs du PCF des espoirs d'une sorte de politique «communiste indépendante», opposée à la collaboration de classe qui est depuis bientôt un demi-siècle la perspective des staliniens — et qui demeure leur seul réel programme. C'est en raison de cela que le numéro de novembre-décembre 1980 du *Bolchévik* titrait «PS non, PC peut-être»:

«Pour des raisons qui lui sont propres et en solidarité avec la caste bureaucratique parasitaire qui gouverne l'URSS, Marchais est le seul candidat qui ait défendu l'intervention soviétique en Afghanistan et le PC est le seul parti qui ait un tant soit peu mobilisé contre les missiles de l'OTAN en Europe. Le PC a ressorti sa rhétorique de lutte de classes et va même jusqu'à organiser des "mobilisations" contre Giscard, bien contrôlées bureaucratiquement.

[...]

«Cela nous fait plaisir en cette période d'antisoviétisme bourgeois de pouvoir donner un soutien critique à un parti communiste pro-Moscou. Pour nous, c'est un moyen de mettre en lumière notre défense trotskyste des Etats ouvriers déformés et dégénéré. Ce n'est pas le cas pour les staliniens qui restent des staliniens français et qui, en tant que tels, défendent l'ordre capitaliste en France, ainsi que sa puissance militaire impérialiste, sa force de frappe, etc.»

A ses débuts, la campagne du PCF signifiait un retrait conjoncturel par rapport à son précédent flirt «eurocommuniste». Mais le dilemme fondamental du parti communiste était souligné dans le *Bolchévik* (avril 1981):

«Comme nous l'avons déjà dit, l'eurocommunisme est une étape transitoire dans la social-démocratisation des partis staliniens. Les staliniens, qui sont réformistes depuis plus d'un demi-siècle (depuis qu'ils ont laissé le fascisme hitlérien arriver au pouvoir sans rien faire), sont définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois contre la révolution prolétarienne. Pourtant ils étaient à l'origine essentiellement liés à la bureaucratie du Kremlin, et lorsque l'impérialisme a attaqué l'Union soviétique ils ont été capables de se retrancher dans une situation de forteresse assiégée. Trotsky a fait remarquer qu'avec les années la politique stalinienne du "socialisme dans un seul

pays" conduirait à l'effondrement du Comintern, au fur et à mesure que les PC hors de l'URSS s'inféoderaient à leurs "propres" bourgeoisies. Mais pour être acceptés comme partenaires gouvernementaux "normaux", à la manière du Parti travailliste britannique ou du SPD, et pas seulement comme dernier recours pour parer à la menace imminente de révolution (comme dans les fronts populaires des années 30 et d'après-guerre), les staliniens doivent répondre aux exigences des impérialistes qui veulent qu'ils rompent totalement avec Moscou. C'est ce qu'ils ont exigé du PCF.»

Cette contradiction a dominé depuis le début la campagne du PCF. D'un côté, la campagne de Marchais représentait le moyen d'un vote de protestation contre la course à la guerre agressive des impérialistes. En réponse au durcissement de la bourgeoisie contre le PCF, les staliniens lancèrent en décembre 1979 une mini-campagne contre les nouveaux missiles nucléaires américains en Europe, et en 1980 Marchais soutint l'intervention soviétique en Afghanistan. En même temps, un des principaux mots d'ordre de la campagne était «Produisons français», incitation honteuse au chauvinisme français; cela place sans hésitation le PCF dans le camp capitaliste, lequel rejette la responsabilité de la crise économique et du chômage sur les produits importés et sur les travailleurs immigrés. Le protectionnisme, qui dresse les uns contre les autres les travailleurs des différents pays, chacun soutenant sa «propre» classe dirigeante, laisse pressentir le jour où les ouvriers français iront massacrer leurs frères de classe dans les guerres impérialistes, guerres endémiques au système capitaliste à l'époque de son déclin. C'est pourquoi, dans notre déclaration initiale sur la campagne électorale de Marchais, nous avons pris soin de noter: «L'aspect violemment critique de notre soutien vise particulièrement le très notoire chauvinisme anti-allemand du PCF[...].»

Fin décembre 1980, le PCF a fait appel de manière spectaculaire au chauvinisme des ouvriers arriérés et de la petite-bourgeoisie en se transformant en troupes de choc du racisme anti-immigrés. C'était aussi une tentative de donner à la bourgeoisie des assurances concernant sa loyauté inconditionnelle sur le front intérieur. Le maire PCF de Vitry conduisit un raid de commando contre un

Abonnez-vous !

Le Bolchévik

mensuel

1 an—
30F Europe
40F hors Europe

LE BOLCHEVIK

Rempuez avec Mitterrand! Pour des luttes de classe contre l'instabilité de guerre froide!

Les grèves mettent fin à l'«état de grâce»

Nom _____

Adresse _____

Abonnement, commande: Le Bolchévik
BP 135-10, 75463 Paris Cédex 10, France

Atlan/Sygnma



Le symbole de la campagne électorale chauvine du PCF.

Fin décembre 1980, un commando du PCF attaqua et bulldozera un foyer de travailleurs immigrés à Vitry.

foyer où vivaient 300 Africains. Le téléphone, l'eau, l'électricité et le chauffage furent coupés, pendant qu'un bulldozer démolissait l'escalier d'entrée et bloquait les portes. Durant les mois qui suivirent, le PCF mena une campagne systématique et hystérique contre les travailleurs immigrés. Le 10 janvier 1981, les pontes du parti, Marchais en tête, participèrent à une manifestation anti-immigrés pour souligner, selon les termes de la presse du PCF, que «le parti tout entier ne changera pas d'un millimètre sa politique sur l'immigration». Et le PCF chercha à flatter les sentiments les plus arriérés et les plus racistes en accusant les travailleurs immigrés d'être des trafiquants de drogue et autres choses du même genre.

Dans un important article publié juste avant Vitry, la LTF dénonçait la campagne du PCF pour stopper l'immigration et son intention de soutenir les efforts de la bourgeoisie pour expulser environ un million de travailleurs étrangers au cours des quatre prochaines années. Après Vitry, *le Bolchévik* titrait : «Ouvriers du PCF et de la CGT, voulez-vous cela ?» Dans la campagne déclenchée à Vitry, le PCF offrait à la bourgeoisie les garanties les plus concrètes de son intention de se charger des besognes les plus basses pour défendre les intérêts de sa «propre» classe dirigeante. Pour la bourgeoisie, obsédée par «la question russe», même Vitry ne suffisait pas comme preuve de patriotisme français. Mais pour les trotskystes de la LTF, la campagne raciste du PCF — mobilisant une partie de la classe ouvrière contre sa partie la plus vulnérable, la première cible de la bourgeoisie qui cherche à faire supporter aux ouvriers le poids de la crise économique — nous empêchait (de même que tout ouvrier conscient) de soutenir le candidat Marchais, fût-ce de la façon la plus critique, en l'absence d'un autre élément dans la campagne électorale qui rejette Vitry au second plan. *Le Bolchévik* d'avril 1981 déclarait :

«Son abjecte campagne de provocations racistes contre les immigrés a donné au vote Marchais un sens qu'à ce jour aucun autre élément de la campagne du PCF n'est venu dépasser, celui d'un référendum en faveur de Vitry et de sa politique chauvine anti-immigrés.»

Juste avant les élections, le PCF centra sa propagande pour des ministres communistes dans un gouvernement Mitterrand. L'obstacle était évidemment constitué par les prétentions du PCF à s'opposer à l'offensive de guerre

froide menée par l'impérialisme occidental contre l'URSS. Le 23 juin Marchais et Cie ont capitulé devant les conditions humiliantes de la bourgeoisie, exigées par Mitterrand : le PCF se fait maintenant l'écho des appels pro-OTAN de Mitterrand en faveur de l'«équilibre» nucléaire en Europe, réclame le retrait d'Afghanistan de l'Armée rouge, joint sa voix au chœur de l'OTAN sur la Pologne et conclut ce qui revient à un engagement d'éviter les grèves au nom de la «solidarité gouvernementale».

La LTF a été la seule à manifester contre la plate capitulation du PCF. Dans le piquet de protestation organisé le lendemain de la constitution du gouvernement, nos camarades soulevèrent les mots d'ordre : «Victoire à l'Armée rouge en Afghanistan!», «Nous, trotskystes, défendons l'Union soviétique!», «Les ministres communistes dans le front populaire de l'OTAN : trahison!», «Militants du PCF : refusez l'abandon de l'Union soviétique!» Avec la misérable capitulation de Marchais devant l'antisoviétisme impérialiste, beaucoup de militants communistes doivent être dégoûtés du crétinisme parlementaire de leurs dirigeants. La LTF dit à ces militants : l'internationalisme prolétarien de Lénine et Trotsky est la seule voie pour résoudre la crise de la direction de la classe ouvrière, en construisant des partis d'avant-garde révolutionnaires afin de se battre pour le pouvoir. ■

Pour la révolution politique!

La lutte de la Tendance révolutionnaire dans le SWP sur la question cubaine

5F

Commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10,
France

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
Section sympathisante de la tendance spartaciste internationale

Pour la révolution politique!

*Les Etats ouvriers déformés
et la théorie marxiste:
(Chine, Cuba, Indochine...)*

LE BOLCHEVIK, S. P. 421 00
75004 PARIS CEDEX 02

Price: 5F
October 1979

Derrière la position pro-impérialiste de «troisième camp»

La volte-face du SWP sur l'Afghanistan

Pour les révolutionnaires socialistes, la guerre en Afghanistan n'a rien d'ambigu. L'armée soviétique et ses alliés nationalistes de gauche combattent une coalition de propriétaires fonciers, d'usuriers, de mollahs, de chefs tribaux et de bandits soutenus par l'impérialisme et luttant pour le servage, l'usure, l'achat des femmes, le voile et l'analphabétisme. Quand en outre l'impérialisme exploite l'Afghanistan comme prétexte pour une nouvelle offensive de guerre froide (c'est-à-dire pour renforcer massivement son arsenal), il n'y a rien d'ambigu non plus dans ce qu'il faut attendre des trotskystes, qui comprennent que l'Etat soviétique repose sur les acquis sociaux historiques de la Révolution d'Octobre, en dépit de la dégénérescence bureaucratique stalinienne. Le programme trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique est directement placé à l'ordre du jour. C'est pourquoi la tendance spartaciste internationale a avancé le mot d'ordre «Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!»

Nous avons été quelque peu étonnés de voir le Socialist Workers Party (SWP), qui se proclame trotskyste mais qui est en vérité réformiste, soutenir dans un premier temps l'intervention soviétique en Afghanistan, bien qu'avec mollesse et confusion. A cette époque un éditorial publié en première page du journal du SWP *The Militant* (25 janvier 1980) constatait avec raison que «les troupes soviétiques envoyées en Afghanistan sont là pour aider à écraser la contre-révolution soutenue par les Etats-Unis». Et nous n'avons pas été surpris quand le SWP a révisé sa position sur l'Afghanistan pour la mettre en harmonie avec son réformisme servile et sa capitulation conséquente devant l'aile libérale de la bourgeoisie impérialiste américaine. La nouvelle ligne a été rendue publique dans *The Militant* du 22 décembre 1980, qui reproduisait une résolution du comité national intitulée «Soulèvement en Afghanistan». Le dirigeant n° 1 du parti, Jack Barnes, l'avait déjà présentée en août dans son texte «Correction de quelques erreurs sur l'Afghanistan» (*International Internal Information Bulletin* n° 4, décembre 1980).

Le SWP a maintenant mêlé sa voix au même chœur que



Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!

Mingam/Gamma-Liaison

Carter/Reagan, les maoïstes pro-OTAN et les sociaux-démocrates du «troisième camp» pour réclamer le retrait de l'Armée rouge et abandonner ainsi les peuples d'Afghanistan à la contre-révolution soutenue par l'impérialisme. Il vaudrait cependant mieux parler de *glissement* que de *renversement* de ligne, parce que la méthodologie sous-jacente du «troisième camp», derrière laquelle il y a le refus programmatique de défendre l'URSS contre l'impérialisme, est demeurée une *constante* pour le SWP pendant les événements d'Afghanistan et même lors de la crise des missiles de Cuba en 1962.

Dans un premier temps, le SWP a essayé de prétendre que la question russe n'était pas posée en Afghanistan et d'en appeler aux libéraux en présentant les événements comme un complot ourdi par les vilains Etats-Unis contre le pauvre petit Afghanistan. *The Militant* (15 février 1980) déclarait à un monde incrédule :

«Ce n'est donc pas l'intervention soviétique qui est au centre du problème, mais une intervention américaine de plus en plus importante — destinée à renverser les conquêtes arrachées par les masses afghanes — qui a finalement forcé l'Union soviétique à riposter.»

Mais le SWP a eu beau nier la question russe, les libéraux américains n'ont pas besoin d'une girouette pour savoir dans quel sens souffle le vent de la guerre froide. Ils avaient leur propre vision des événements d'Asie centrale, qui

La tendance spartaciste internationale défend l'URSS contre l'hystérie anticommuniste impérialiste.

Kommunistische Korrespondenz

Sieg der Roten Armee!

LE BOLCHEVIK

Afghanistan: les mollahs traqués, les impérialistes hystériques

Salut à l'Armée rouge!

WORKERS VANGUARD

While Carter Stews, Soviet Army Rolls Back Afghan Mullahs

Hail Red Army!

L'OCI du côté

restait en harmonie avec l'hystérie antisoviétique de Carter/Brzezinski. C'étaient les vilains Russes qui s'en prenaient au pauvre petit Afghanistan et à ses «courageux combattants de la liberté». Il n'a pas fallu très longtemps au SWP pour se rendre compte que sa ligne sur l'Afghanistan lui aliénait le milieu libéral bourgeois dont ces «socialistes respectables» ont cherché à s'attirer les bonnes grâces depuis le mouvement contre la guerre du Vietnam. Et donc, avec peut-être aussi en tête l'imminente arrivée au pouvoir de Reagan, le SWP a annoncé son changement de ligne.

Ce n'est pas seulement la bourgeoisie impérialiste qui a empêché le SWP d'escamoter la question russe en Afghanistan, mais également la tendance spartaciste. Barnes a fait clairement comprendre que le glissement de ligne était en partie destiné à éviter d'être mis dans le même sac que le spartacisme (c'est-à-dire le trotskysme):

«J'ai lu aussi la presse de la secte spartaciste. "Salut à l'Armée rouge!" était le titre principal du premier numéro de leur journal après l'intervention soviétique[...].

«Selon les spartacistes, nous "sous-estimons l'intervention soviétique", qui selon eux apporte la "révolution de l'extérieur" comme en Europe de l'Est. Une révolution indigène est impossible en Afghanistan, affirme la Spartacist League, parce que la classe ouvrière est trop faible. Ils disent que les socialistes doivent exiger de la bureaucratie soviétique qu'elle "impose une révolution sociale dans l'Afghanistan arriéré et dominé par les mollahs".

«Bien entendu, cela n'est pas la position des marxistes-révolutionnaires américains, canadiens, australiens ou néo-zélandais. Mais cela m'a fait réfléchir à la logique politique incroyable qu'on pourrait tirer de quelques-unes des hypothèses dont nous partions. Il fallait qu'il y ait quelque chose de faux dans notre façon d'aborder les questions.

La position cubaine

«En même temps que je réfléchissais à ces questions, j'ai

commencé aussi à réfléchir à la démarche des Cubains à propos des événements d'Afghanistan. Leur démarche était différente de la nôtre[...].

«Cela me préoccupait. Quand nous avons une divergence politique avec la direction cubaine, il faut s'arrêter, réfléchir, et reconsidérer notre position.»

— «Correction de quelques erreurs sur l'Afghanistan»

Donc d'après Barnes, quand il a découvert que la position du SWP était apparemment plus proche de celle de la tendance spartaciste que de celle du régime castriste, il a commencé à paniquer. En fait, il était davantage préoccupé par ses divergences avec Carter et Reagan.

Depuis le moment où Carter a lancé la campagne des «droits de l'homme», nous avons mis en garde contre les préparatifs de guerre impérialistes contre l'URSS. Parmi ceux qui se réclament du trotskysme, nous sommes surtout connus aujourd'hui pour notre défense de l'URSS. Barnes s'en rend très bien compte. En cherchant à couvrir la capitulation du SWP devant l'impérialisme US, Barnes oppose la tendance spartaciste au régime castriste, dont il prétend à tort qu'il ne soutient pas l'action de l'URSS en Afghanistan. En menant grand tapage sur le rôle de Cuba dans le «mouvement des non-alignés», le SWP prétend que la politique de La Havane n'est pas différente de sa quête du «troisième camp».

Du «combat» à la capitulation devant les pressions du «troisième camp»

Il faut que cela soit clair : le SWP est pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Il s'abstient *en ce moment* de «mener campagne» pour le retrait des Soviétiques parce que cela «ne servirait qu'à contribuer à la campagne de propagande impérialiste, à la course à la militarisation et à l'intervention en Afghanistan» («Soulèvement en Afghanistan»). Il laisse la responsabilité d'une telle campagne à quelques mythiques «marxistes révolutionnaires en Union soviétique», qui ainsi ne contribueraient pas à l'antisoviétisme des impérialistes, de la même manière que le SWP prétend que l'appel au boycott économique occidental de l'URSS lancé par Sakharov suite à l'intervention en Afghanistan n'est rien qu'une manifestation de «libre expression» qui ne vient pas renforcer les préparatifs impérialistes de guerre antisoviétique. Alors, le SWP ne «mène pas campagne» pour le retrait des Soviétiques? La nouvelle ligne est exprimée de façon frappante dans un article «La résistance aux troupes soviétiques s'amplifie en Afghanistan» (*Intercontinental Press*, 16 mars 1981). A lui seul, le titre rappelle les reportages publiés dans les torchons réactionnaires qui saluent les «combattants afghans de la liberté».

Le changement de ligne du SWP sur l'Afghanistan était codifié au moins dès août 80. Pourquoi la direction a-t-elle attendu six mois pour le rendre public est encore un mystère, y compris pour les militants du SWP. Peut-être Barnes et Cie, qui au fil des ans sont passés maîtres dans l'art d'être des sycophantes et des compagnons de route de la bureaucratie stalinienne cubaine (mais *pas* de son homologue russe), attendaient-ils que le régime castriste se prononce définitivement contre l'intervention soviétique en Afghanistan. Des pages et des pages de «Soulèvement en

Afghanistan» et de «Correction de quelques erreurs...» sont consacrées à étayer l'affirmation que Cuba et l'Union soviétique «ont des politiques divergentes» en Afghanistan. Malheureusement pour ces messieurs, presque au moment même où le SWP annonçait publiquement son glissement de ligne, Castro exprimait sans ambiguïté son soutien à l'intervention en Afghanistan, et ce, dans son rapport politique principal au deuxième congrès du Parti communiste cubain, rien que ça !

Tout au début du texte «Correction de quelques erreurs...», Barnes se déclare satisfait de ce que le glissement de ligne ait été accueilli avec enthousiasme par la plupart des membres du SWP et de son groupe de jeunesse, la Young Socialist Alliance (YSA). En fait, l'enthousiasme était tel qu'un peu partout dans le pays le SWP/YSA s'empressa de laisser «filtrer» dans les milieux de gauche la nouvelle d'un changement de ligne imminent. Barnes fait l'éloge du glissement de ligne, censé fournir «une claire orientation pour nos fractions industrielles, nos candidats et tous nos camarades qui travaillent à longueur de journée avec des gens politisés[...]». Les fractions industrielles du SWP et ses innombrables campagnes électorales sont au service de son ambition de remplacer la vieille social-démocratie officielle, liée à la CIA et largement discréditée, comme le parti «respectable» du socialisme parlementaire américain. Selon Barnes, «la capacité de nos fractions à répondre aux événements d'Afghanistan» et «à se faire l'écho dans le parti des questions qui soulèvent leurs camarades de travail — est un des facteurs qui nous ont aidés à réévaluer notre position». Soutenir la présence des chars russes à Kaboul n'aidait pas beaucoup à servir d'agent de relations publiques pour des bureaucrates syndicaux notoirement anticomunistes comme Lane Kirkland et Doug Fraser. Et ce n'est peut-être pas un hasard si maintenant qu'il appelle au retrait des troupes russes d'Afghanistan, le SWP vient d'annoncer que Doug Fraser le soutient dans son «Watergate socialiste», son procès contre les attaques du gouvernement qui dure maintenant depuis huit ans.

Barnes débâtlère sur la nécessité de «s'opposer aux pressions de la gauche petite-bourgeoise pour un "troisième camp", qui se sont intensifiées à la suite de la campagne de propagande que les impérialistes et la presse bourgeoise ont déclenchée après les événements d'Afghanistan». En fait, le SWP a complètement capitulé devant ces pressions, qui ne venaient pas seulement de la gauche petite-bourgeoise dont il fait partie, mais aussi de sa propre bourgeoisie impérialiste rapace.

Barnes prétend même que le SWP «a tiré la sonnette d'alarme contre le dangereux impact de telles pressions de "troisième camp" à l'intérieur de la Quatrième Internationale». Par «Quatrième Internationale» Barnes ne veut pas dire l'organisation fondée en 1938 par Trotsky et la Ligue communiste internationale, mais le bloc pourri pseudo-trotskyiste du Secrétariat unifié (SU). Les premières réactions des deux ailes principales du SU à l'intervention soviétique en Afghanistan étaient à l'opposé de ce que l'on aurait pu attendre étant donné leurs caractéristiques politiques fondamentales. L'aile droite réformiste menée par le SWP américain a commencé par soutenir l'intervention soviétique, alors que le marais centriste autour d'Ernest Mandel, basé en Europe, s'est joint au chœur impérialiste pour la condamner. Quelques mandéliens

menèrent campagne pour le retrait des troupes, alors que d'autres n'allèrent pas jusque là (voir «L'Afghanistan et la gauche: la question russe à brûle-pourpoint», *Spartacist* édition française n° 17, hiver 1980-81).

Barnes cité comme le pire exemple des réactions de ses camarades européens à l'Afghanistan celle de la section britannique du SU, l'International Marxist Group (IMG), dont le gourou «tiers-mondiste», Tariq Ali, a écrit un article pour *Socialist Challenge* (3 janvier 1980) avec un titre digne du *Figaro*, «Troupes soviétiques hors d'Afghanistan!» Dans «Correction de quelques erreurs...», Barnes écrit de l'article d'Ali :

«L'article tout entier était dirigé contre Moscou, pas contre l'intervention impérialiste dans la région ou l'offensive de propagande déchaînée par les capitalistes.»

Il raconte ensuite que les sections européennes du SU sont depuis lors revenues sur ces formulations tellement «troisième camp», formulations qui ont maintenant été reprises par Barnes en personne ! En demandant le retrait des Soviétiques d'Afghanistan, le SWP se place à droite des centristes mandéliens, qui ont adopté ce même mot d'ordre pro-impérialiste quelques mois plus tard (voir article p. 27). Les deux documents tout entiers sont dirigés contre Moscou et ils ne mentionnent qu'en passant l'intervention impérialiste dans la région ou l'offensive de propagande lancée par les capitalistes.

Au sujet des préparatifs de guerre de Carter, Barnes s'exclame: «En tout état de cause, les événements d'Afghanistan ont apporté de l'eau à son moulin. Il a pu utiliser la situation comme un prétexte pour essayer de mettre ses projets en oeuvre et pour décider une nouvelle et considérable augmentation du budget militaire.» Voilà l'antisoviétisme de «troisième camp» sorti tout droit de chez Tariq Ali ou même de Michael Harrington. Inquiets à propos de la conscription, du gonflement du budget militaire, de la menace d'anéantissement nucléaire? Alors prenez-vous en à l'«expansionnisme soviétique» qui provoque les impérialistes américains, pacifiques ou du moins passifs !

Le spectre du spartacisme

Comme nous l'avons déjà noté, la réaction contre la position sans équivoque de la tendance spartaciste pour la

SPARTACO

Una frazione d'Italia - una frazione SPARTACISTA internazionale

**Brochure de la Lega
Trotskista d'Italia
soutenant
l'intervention
soviétique contre
la rébellion
islamique
réactionnaire en
Afghanistan.
1000 Lires**

AFGANISTAN:
Vittoria all'Armata Rossa!

* Spartaco è la frazione italiana del gruppo internazionale SPARTACISTA
* Spartaco è una frazione del gruppo internazionale SPARTACISTA
* Spartaco è una frazione del gruppo internazionale SPARTACISTA
* Spartaco è una frazione del gruppo internazionale SPARTACISTA

Commande:
Walter Fidacaro
C.P. 1591
20100 Milano Italie

défense de l'URSS a été un facteur réel dans le glissement de ligne du SWP sur l'Afghanistan. Par conséquent la tendance spartaciste est la *seule* organisation concurrente contre laquelle polémiquent ces deux longs documents codifiant le glissement. En particulier, Barnes se sert du spectre du spartacisme pour effrayer ses camarades australiens et néo-zélandais, dont la réaction à l'intervention soviétique a été plus positive que celle de leurs comparses américains.

Barnes s'émeut de ce que le journal du Socialist Workers Party (SWP) australien ait « publié en première page un titre géant: "Les troupes soviétiques à l'aide de la révolution afghane!" » La réaction des cousins du SWP australien de l'autre côté de la Mer de Tasmanie était encore plus gênante pour l'inclination de Barnes vers le « troisième camp ». Le journal néo-zélandais comportait un éditorial qui débutait ainsi: « *Socialist Action* salue l'envoi de dizaines de milliers de soldats russes pour aider à défendre la révolution en Afghanistan. » « Cela », grimace Barnes, « m'a beaucoup irrité. » C'est en effet probable. Quel effet cela aurait-il eu chez le juge Griesa, devant lequel le SWP plaide son « Watersuit » [procès contre le FBI]?

Les tentatives de Barnes pour effrayer ses camarades australiens/néo-zélandais avec le spartacisme n'ont pas réussi, du moins jusqu'à présent. Une récente conférence nationale du SWP australien a réaffirmé son soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan, bien qu'en mettant beaucoup d'eau dans son vin. La résolution déclare:

« "Soulèvement" ne nie pas que le gouvernement [nationaliste de gauche] du PDPA aurait très probablement été renversé par les guérilleros de droite sans l'intervention des troupes soviétiques. A notre avis, qui était en janvier celui de nos camarades américains, la victoire des guérilleros aurait été pour les travailleurs afghans une catastrophe comparable aux désastres qu'ont subis les ouvriers et les paysans en Indonésie en 1965 ou au Chili en 1973. Une telle défaite aurait renversé les conquêtes arrachées par les ouvriers et les paysans et supprimé pour au moins plusieurs années la possibilité d'autres pas en avant. »

— *Afghanistan — Pourquoi la nouvelle ligne du Socialist Workers Party américain est erronée.*

Une critique de l'analyse, du cadre et des conclusions par le comité politique du Socialist Workers Party (section australienne de la Quatrième Internationale). (15 janvier 1981)

C'est la première fois depuis sa fondation, il y a onze ans, que le SWP australien adopte une ligne différente de celle de son grand frère américain. Cette divergence reflète fondamentalement la différence d'état d'esprit qui prévaut dans les deux pays. Comme l'a expliqué la Spartacist League of Australia and New Zealand:

« Dans un pays où même des secteurs de la Gauche socialiste de l'ALP [Australian Labour Party — Parti travailliste australien] victorien soutiennent l'intervention soviétique, où le boycottage antisoviétique des Jeux olympiques décidé par Fraser était massivement populaire, la direction Percy [du SWP] sent une pression pour *maintenir* sa position — ne serait-ce que pour se distinguer du courant principal de la social-démocratie. »

— « Les révisionnistes du SWP se brouillent sur l'Afghanistan », *Australasian Spartacist*, février 1981 [souligné dans l'original]

Barnes est particulièrement irrité de ce que le SWP australien (comme la tendance spartaciste) maintienne qu'une victoire des contre-révolutionnaires soutenus par

l'impérialisme en Afghanistan, qui a deux mille kilomètres de frontière commune avec l'URSS, pourrait représenter une menace militaire impérialiste pour l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. « Cela situe toute la discussion dans le cadre de la défense militaire immédiate de l'Union soviétique sous une nouvelle menace majeure de l'impérialisme. Mais ce n'est pas vrai », proteste-t-il. Allez dire ça aux ouvriers et paysans soviétiques qui voient en face d'eux le fauteur de guerre Reagan et son secrétaire d'Etat galonné Haig avec leurs index sur la détente de 10.000 têtes nucléaires!

Barnes, stratège amateur en *realpolitik*, prétend que l'impérialisme US n'oserait pas installer de bases militaires en Afghanistan, même si la réaction antisoviétique arrivait au pouvoir:

« Une décision aussi gigantesque, qui ferait courir le risque d'une confrontation majeure avec le Kremlin, ne serait prise que si Washington la considérait comme nécessaire et possible, étant donné le rapport des forces militaires entre Moscou et lui, ainsi que le rapport des forces entre les classes dans le monde. Ce n'est visiblement pas le cas aujourd'hui. »

Mais ça pourrait bien être le cas demain si les contre-révolutionnaires afghans soutenus par l'impérialisme venaient à triompher des forces assiégées nationalistes de gauche suite au retrait des Soviétiques (retrait que réclame Barnes). L'impérialisme US a choisi de faire de la guerre en Afghanistan un test du rapport de forces entre les classes dans le monde et de l'équilibre des forces militaires dans la région. Peut-on douter un instant qu'un régime afghan contre-révolutionnaire arrivant au pouvoir avec le soutien direct de l'impérialisme serait davantage sous la coupe des puissances occidentales que ne l'était la vieille monarchie Durani, qui a survécu à la Deuxième Guerre mondiale parce qu'elle constituait un tampon entre l'URSS et les sphères d'influence américaines et britanniques en Asie du Sud et dans le Golfe Persique?

Washington décidera s'il a ou non besoin de bases en Afghanistan d'après des considérations de pure stratégie militaire. Mais l'impérialisme US, surtout avec des superfaucons comme Haig et Reagan à sa tête, cherche une confrontation majeure avec l'Union soviétique. Et une victoire des forces qu'il soutient en Afghanistan ne ferait que l'enhardir.

La ligne du SWP sur l'Afghanistan est une ligne de « troisième camp » — avec un penchant pour l'un des camps. Toute la vision que Barnes se fait de la politique internationale repose sur la conception que les Etats-Unis ne s'engageront jamais dans « une confrontation majeure avec le Kremlin »; en fait, le SWP accuse les Russes de mettre en danger la paix mondiale en Afghanistan avec exactement les mêmes arguments que tous les « socialistes du Département d'Etat » qui soutiennent l'impérialisme US, supposé être un moindre mal par rapport à l'« agression » et à l'« expansionnisme soviétique ». En réalité, comme les trotskystes l'ont depuis longtemps compris et comme cela devient de plus en plus clair pour tous ceux qui ont des yeux pour voir, les bureaucrates staliniens conservateurs cherchent avant tout à préserver le statu quo global, en espérant maintenir une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme; mais les impérialistes, qui ne se sont jamais résignés à voir les Etats chinois et soviétique échapper à l'emprise de l'exploitation capitaliste, continuent à se mettre en condition pour des confrontations

J. Davis



Dans les années 20 au Turkestan soviétique, la littérature communiste aide à briser les chaînes de l'arriération extrême et de l'intégrisme islamique.

avec l'URSS, rendant ainsi possible un holocauste global.

En plus de notre position ouvertement pour la défense de l'URSS, Barnes et Cie sont particulièrement indignés quand nous réclamons : Etendez les acquis sociaux de la Révolution d'Octobre aux peuples afghans ! Ils accusent les spartacistes d'être des «durs ultragauches» :

«Selon leur opinion [des spartacistes], une révolution indigène est impossible à cause de la petite taille de la classe ouvrière industrielle et du grand nombre de mollahs. Ils appellent l'URSS à "imposer une révolution sociale dans l'Afghanistan arriéré et dirigé par les mollahs".»

— «Soulèvement en Afghanistan»

Les dirigeants du SWP iraient-ils jusqu'à nier cette constatation empirique et maintenir qu'une révolution socialiste prolétarienne indigène est possible aujourd'hui en Afghanistan ? En réalité non. Barnes lui-même admet qu'«il y a plus de mollahs que de prolétaires» en Afghanistan. La résolution «Soulèvement en Afghanistan» est encore plus explicite :

«[...]La hiérarchie islamique conserve un pouvoir considérable en maintenant le pays dans des conditions sociales abominables. Il y a environ 250.000 mollahs, dont certains possèdent de larges domaines exemptés d'impôts, beaucoup contrôlent le système de formation et la plupart détiennent une influence politique locale.»

Le SWP ne peut en aucune façon prétendre qu'il appelle au retrait des troupes soviétiques afin d'ouvrir la voie à une révolution prolétarienne indigène (qui est bien sûr préférable à la révolution importée de l'extérieur). Il préconise au contraire le retrait des troupes soviétiques pour permettre la victoire d'une contre-révolution politique islamique et féodale !

Nous pouvons noter en passant que dans l'Iran voisin la hiérarchie islamique conserve aussi un pouvoir politique considérable en maintenant le pays dans des conditions sociales abominables. En Iran, le SWP salue de façon grotesque la domination des mollahs au nom de la «révolution iranienne» et prend leur rhétorique de «anti-impérialiste» pour argent comptant. Mais la vraie nature des relations de l'Iran des mollahs avec l'impérialisme a été montrée de manière décisive en Afghanistan. Dans

«Correction de quelques erreurs...», Barnes affirme qu'en Afghanistan «les rebelles réactionnaires[...]sont aidés et encouragés par la CIA, la dictature militaire du Pakistan, les impérialismes britannique et ouest-allemand, et les amis de Washington qui dirigent la caste bureaucratique de Pékin». Barnes n'oublie qu'un seul des alliés notoires de la contre-révolution en Afghanistan, qui n'est rien d'autre que la république islamique de l'imam Khomeiny. Khomeiny, dont *The Militant* nous vante presque chaque semaine l'ardeur de son «anti-impérialisme», s'est empressé de prêter main-forte à ses compères mollahs en Afghanistan dans leur *djihad* contre «le communisme sans dieu» (voir «Counterrevolution in Afghanistan: The Khomeini Connection», *Spartacist* édition anglaise n° 29, été 1980).

La différence entre l'Iran et l'Afghanistan ne réside pas dans le caractère moins réactionnaire des mollahs iraniens. La différence est que l'Iran est un important producteur de pétrole pour le marché mondial et qu'il a connu un certain développement industriel et avec lui le développement d'une classe ouvrière industrielle significative. En fait, pour autant que le prolétariat afghan existe, il travaille dans les champs pétrolifères du Khouzistan iranien (du moins y travaillait-il jusqu'à son expulsion dans le cadre de la politique chauvine perse de Khomeiny).

En Iran, la base sociale existe pour une dictature du prolétariat qui seule peut libérer la société de l'arriération féodale et de la domination impérialiste. Mais dans des régions privées d'un prolétariat significatif, comme en Afghanistan, l'établissement des droits démocratiques et l'émancipation des nationalités peuvent être réalisés uniquement comme en Asie centrale après la Révolution bolchévique, à savoir en liaison étroite avec la dictature du prolétariat victorieux, centrée sur la Grande Russie, l'Ukraine et les champs pétrolifères de Bakou. De son côté, le devoir du prolétariat victorieux est de fournir toute sorte d'aide matérielle, y compris militaire, pour aider les masses laborieuses des régions arriérées à réaliser leur libération sociale.

Barnes dénonce dans un même élan la tendance spartaciste pour appeler l'Union soviétique à mener à bien

une révolution sociale en Afghanistan et le Kremlin pour *ne pas* la faire avancer! Les opportunistes ne sont jamais gênés par ce genre de contradictions. D'après Barnes, «en Afghanistan, la politique du Kremlin à l'égard de la possibilité de révolution sociale a été contre-révolutionnaire depuis le début». Quand on a fini de lire «Correction de quelques erreurs...», on ne peut qu'en conclure que l'armée soviétique est intervenue en Afghanistan de mèche avec Carter/Brzezinski pour aider les mollahs et les propriétaires fonciers en rébellion!

Pour Barnes, le gouvernement soviétique est damné quoi qu'il fasse. Il l'accuse de ne pas réaliser une révolution sociale en Afghanistan; il l'accuserait tout autant s'il le faisait. Un fonctionnaire du Kremlin indulgent serait en droit de lever les bras au ciel et de s'écrier: «Qu'est-ce que ce Barnes veut que nous fassions?» Ce que veut le dirigeant du SWP, c'est exactement la même chose que les impérialistes américains — il veut voir les Russes hors d'Afghanistan quoi qu'il advienne.

Nous reconnaissons parfaitement que l'Armée rouge qui est en Afghanistan est celle de Brejnev et non celle de Trotsky. Aussi avons-nous critiqué l'Union soviétique, non pas pour être intervenue, mais pour avoir essayé de se concilier les forces contre-révolutionnaires, et en particulier les intégristes islamiques, au lieu d'appliquer un programme social révolutionnaire conséquent. Nous avons même lancé cet avertissement:

«Il est possible que le Kremlin puisse passer un marché avec les impérialistes, pour qu'ils se retirent par exemple en échange d'un renversement de la décision de l'OTAN de déployer des centaines de nouveaux missiles nucléaires en Europe de l'Ouest. Cela constituerait un véritable crime contre-révolutionnaire contre les peuples d'Afghanistan.»

— «La question russe à brûle-pourpoint»,
Spartacist édition française n° 17, hiver
1980-81

Comme nous allons le voir, c'est bien le genre de marché que Barnes appelle de ses vœux dans «Correction de quelques erreurs...»

Les bolchéviks et la révolution sociale dans les pays arriérés

Comme Michael Harrington et tous les autres sociaux-démocrates bon teint qui ont écrit sur les événements d'Afghanistan, Jack Barnes élève le droit à l'autodétermination nationale au sommet des principes politiques et s'oppose catégoriquement à ce que la révolution soit importée de l'extérieur. A la différence de Michael Harrington (mais plutôt comme Enrico Berlinguer), Barnes soutient que Lénine était en réalité un national-libéral qui s'opposait en principe aux interventions militaires pour soutenir des révolutions dans d'autres pays. Pour appuyer ses dires, le dirigeant du SWP cite le huitième congrès bolchévique de 1919, où Lénine a défendu le droit des nations à l'autodétermination contre la formulation de Boukharine, l'«autodétermination des travailleurs». Comme les droits des nationalités sont une question démocratique, Lénine avait raison et Boukharine tort.

Mais quels sont les enjeux réels en Afghanistan? Barnes et Cie préfèrent maintenant ignorer que l'Union soviétique est intervenue dans une *guerre civile* où les impérialistes

soutenaient une insurrection féodale réactionnaire contre un régime petit-bourgeois démocratique et moderniste. Dans le même débat de 1919 sur la question nationale mentionné par Barnes, Lénine disait quelque chose d'assez approprié à la situation afghane actuelle:

«[...] nous devons dire aux autres nations que nous sommes des internationalistes jusqu'au bout et que nous recherchons l'union librement consentie des ouvriers et des paysans de toutes les nations. Cela n'exclut nullement les guerres. La guerre est une autre question, qui découle de la nature même de l'impérialisme. Si nous faisons la guerre à Wilson [le président des USA], et que Wilson fasse son instrument d'une petite nation, nous disons que nous combattons cet instrument.»

— Lénine, «Conclusion après la discussion du rapport sur le programme du parti, le 19 mars», *Oeuvres*, Tome 19

Le parti bolchévique de Lénine a eu à appliquer le principe de l'autodétermination nationale dans des régions tellement arriérées que le prolétariat y existait à peine en tant que classe, et ce, dans le contexte de guerres civiles et d'interventions impérialistes de toutes parts. Pour toutes ces raisons, l'expérience des bolchéviks dans les régions frontalières musulmanes, l'Asie centrale et la Mongolie-Extérieure, est particulièrement instructive pour qui s'intéresse à l'Afghanistan d'aujourd'hui.

Dans son débat de 1919 avec Boukharine, Lénine fait spécifiquement référence aux Bachkirs. Ces derniers étaient un peuple turcophone anciennement nomade et devenu depuis peu agriculteur et forestier. Le nouveau gouvernement soviétique avait reconnu immédiatement la nécessité de gagner des appuis dans les régions frontalières turcophones de l'ancien empire tsariste et s'adressa aux travailleurs musulmans, qui étaient soumis à des formes d'exploitation pré-capitalistes brutales. Les communistes accordèrent dans ce travail une attention toute particulière aux femmes atrocement opprimées de l'Orient musulman, qui étaient considérées comme un «succédané du prolétariat» dans des régions trop arriérées pour avoir une classe ouvrière industrielle. Cependant toutes les proclamations des droits à l'autodétermination pour les peuples de l'Orient faites par les bolchéviks n'empêchèrent pas certains dirigeants musulmans de soutenir les Blancs durant la guerre civile.

Par exemple, immédiatement après la Révolution d'Octobre un gouvernement bachkir indépendant fut mis sur pied, dirigé par un instituteur musulman nationaliste, Zeki Validov. Le régime de Validov s'allia avec les cosaques d'Orenburg et les forces blanches contre le nouveau pouvoir soviétique. Cependant, après avoir souffert pendant un an des réquisitions incessantes, du banditisme et du chauvinisme grand-russe des cosaques et des Blancs, face à une Armée rouge victorieuse qui balayait les obstacles en Oural au début de 1919, une armée bachkir de 2000 hommes, avec Validov lui-même, est passée de leur côté. L'application du principe du droit à l'autodétermination du peuple bachkir, concrétisé par la création d'une région autonome bachkir en mai 1920, ne fut possible qu'après que l'Armée rouge eut triomphé des Blancs soutenus par l'impérialisme et d'autres forces contre-révolutionnaires dans cette région.

Le cas de la Mongolie-Extérieure relève encore plus de la situation présente en Afghanistan. On avait là un pays encore plus arriéré (bien qu'ethniquement moins hétérogène) que l'Afghanistan, un pays encore plus parasité par le

clergé. D'après le recensement de 1918, 45% de toute la population mâle était constituée de lamas ou de moines bouddhistes ! L'écrivain britannique E. H. Carr décrit ainsi la structure sociale de la Mongolie-Extérieure à cette époque :

« [...] dans les années 20, sa population consistait avant tout en bergers nomades et éleveurs de troupeaux — chameaux, chevaux, bovins, moutons et chèvres [...]. Une part considérable des troupeaux qui constituaient la principale richesse du pays [...] appartenait à un petit nombre de nobles laïcs et à un grand nombre de monastères. Les bergers nomades qui conduisaient les troupeaux étaient soit des serfs liés aux nobles ou aux monastères, soit des hommes formellement libres qui louaient les troupeaux aux monastères. »

— *Socialism in One Country 1924-26, Tome 3*

Comme l'Afghanistan, la Mongolie-Extérieure avait maintenu une autonomie formelle parce qu'elle était située entre deux puissances concurrentes, la Chine et la Russie, et sous la menace d'intervention d'une troisième, le Japon. Comme en Afghanistan, un parti nationaliste s'était développé en Mongolie-Extérieure avec le soutien de l'URSS, le Parti du peuple mongol (PPM), extrêmement hétérogène quant à sa composition sociale et à ses aspirations. Certains de ses dirigeants étaient d'origine modeste, d'autres étaient des nobles qui avaient renié leurs titres à mesure que le parti se radicalisait. Le premier président du comité central du PPM était un ancien lama bouddhiste.

Le PPM se forme pendant l'hiver 1920-21, en réponse à la violation par la Chine de l'autonomie de la Mongolie-Extérieure et à la tentative de former un gouvernement de seigneurs de la guerre. Cette tentative échoue rapidement, mais le vide de pouvoir est rempli par un aventurier russe blanc soutenu par les Japonais, Ungern-Sternberg. Quand au début de 1921 ce dernier essaie de s'emparer de la Mongolie-Extérieure, le PPM proclame un Gouvernement populaire mongol comme gouvernement légitime du pays. En mai 1921, Ungern-Sternberg lance une attaque contre le territoire soviétique. Il est rapidement repoussé par les forces soviétiques, son armée déserte, et le Gouvernement populaire mongol est installé dans la capitale du pays,

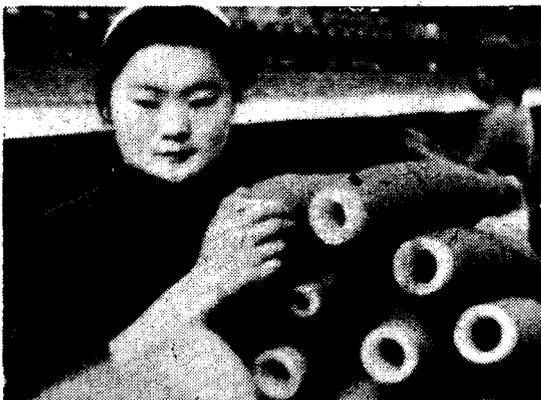
Urga, à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge triomphante.

Dans les années 20 et 30, la République populaire de Mongolie est le théâtre d'une profonde révolution sociale par le haut. Aujourd'hui, les conditions sociales sont, en Mongolie-Extérieure, des siècles en avance sur l'Afghanistan. Aujourd'hui encore, les propagandistes impérialistes et sociaux-démocrates voient dans la République populaire de Mongolie un des premiers exemples de l'«impérialisme soviétique» qui aurait emboîté le pas à celui des tsars. En réalité, les tâches de la révolution démocratique bourgeoise et de l'émancipation nationale ne pouvaient, dans des pays aussi arriérés que la Mongolie-Extérieure, être réalisées effectivement qu'avec l'aide de la dictature du prolétariat soviétique et de ses forces armées.

Mais Barnes prétend le contraire, et il se serait logiquement opposé à la politique de Lénine et Trotsky d'aider, y compris militairement, les Bachkirs et les Mongols. Il aurait par conséquent abandonné la région aux intrigues impérialistes et à l'oppression féodale. Barnes et Cie se seraient certainement joints au chœur des impérialistes et sociaux-démocrates réclamant en 1921 le retrait des Soviétiques de la Géorgie caucasienne au nom de l'«autodétermination». Parce que les Henderson, Vandervelde et Kautsky, c'est-à-dire — sans vouloir offenser les précédemment nommés — les Jack Barnes du temps de Lénine, n'ont pas pu imposer leur point de vue, l'Asie centrale soviétique et la République populaire mongole ont fait des pas gigantesques dans la voie du progrès social et économique, et ce, malgré la dégénérescence stalinienne de la Révolution d'Octobre.

On pourrait objecter que si l'Armée rouge de Lénine et Trotsky pouvait jouer un rôle progressiste dans des pays arriérés, ce n'est plus le cas de celle de Staline et de ses successeurs. Cette question a été posée avec acuité au mouvement trotskyste international en 1929, à propos du chemin de fer de l'Est chinois. Dans les années 1890, la Russie tsariste avait forcé les Mandchous à lui céder le contrôle d'une ligne de chemin de fer stratégique qui traversait le Nord de la Chine jusqu'au port de Vladivostok. Pendant l'agitation révolutionnaire des années 20 en

La République populaire mongole au début des années 30 (à droite). Aujourd'hui, la condition des femmes mongoles (ci-dessous) est des siècles en avance sur l'Afghanistan.



Chine, le gouvernement soviétique conserva le contrôle de cette voie ferrée. En 1929, le gouvernement nationaliste de droite dirigé par Chiang Kai-shek réclamait que Moscou lui rende le chemin de fer de l'Est chinois, fruit de l'impérialisme tsariste.

Certains éléments à l'intérieur et autour de l'Opposition de gauche internationale soutenaient la position chinoise au nom de l'autodétermination nationale. Cette opinion était exprimée de la manière la plus tranchée par le syndicaliste français Robert Louzon. Voici ce que Trotsky en écrivait :

«Voici en quoi consiste le plus haut devoir de la révolution prolétarienne: elle doit soigneusement courber ses drapeaux devant les frontières nationales. En cela consiste, selon Louzon, le fond de la politique anti-impérialiste de Lénine! Il est pénible de lire cette philosophie de la "révolution dans un seul pays". L'Armée rouge s'est arrêtée à la frontière de la Chine parce qu'elle n'était pas assez forte pour passer cette frontière et encaisser le coup qui lui serait inévitablement venu de l'impérialisme japonais. Si l'Armée rouge avait été assez forte pour mener cette offensive, elle aurait eu l'obligation de l'entreprendre. En renonçant à une offensive révolutionnaire contre les forces de l'impérialisme, dans l'intérêt des ouvriers et paysans chinois et de la révolution prolétarienne mondiale, non seulement elle n'aurait pas réalisé la politique de Lénine, mais elle aurait honteusement manqué à l'abc même du marxisme. Où est donc le malheur de Louzon et de ses amis? En ceci qu'il a substitué à la politique révolutionnaire internationale une politique pacifiste nationale.»

— «La défense de l'URSS et l'Opposition»,
la Nature de l'URSS

Cette polémique pourrait être reprise mot pour mot contre Barnes, avec la différence que la position du dirigeant du SWP sur la défense de l'URSS est bien pire que celle de Louzon. Et nous insistons encore sur le fait que Trotsky parle ici de l'Armée rouge de *Staline*.

Le stalinisme et les révolutions sociales déformées

Le glissement de ligne du SWP sur l'Afghanistan représente la capitulation des sociaux-démocrates couards devant l'antisoviétisme de leur propre bourgeoisie impérialiste. Néanmoins certains arguments de Barnes vont chercher une couverture de gauche dans la désorientation du SWP alors révolutionnaire et des dirigeants trotskystes européens confrontés à l'expansion du pouvoir de la Russie soviétique après la Seconde Guerre mondiale. Il cite ainsi comme «précédent orthodoxe» une résolution adoptée en 1946 par la Quatrième Internationale qui appelait au retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est («Resolution on the Withdrawal of Occupation Troops» [Résolution sur le retrait des troupes d'occupation], *Fourth International*, août 1946).

Les trotskystes réagirent à l'occupation militaire de l'Europe de l'Est par les Soviétiques avec un mélange d'orthodoxie rigide et de tendance stalinophobe. Ils nièrent catégoriquement que les forces stalinienne puissent renverser le capitalisme dans cette région. Dans une polémique écrite fin 1946 contre le groupe «collectiviste bureaucratique» américain de Shachtman, Ernest Germain (Mandel) rejette catégoriquement l'idée «que la bureaucratie stalinienne a réussi à abattre le capitalisme sur

la moitié de notre continent» («De l'abstentionnisme à l'intervention active — dans le camp de l'ennemi de classe», *Quatrième Internationale*, décembre 1946). Ce n'est qu'au cours de son troisième congrès mondial de 1961 que la Quatrième Internationale, reconnu officiellement la transformation sociale accomplie en Europe de l'Est. Comme nous l'avons écrit il y a plusieurs années dans «Genèse du pablisme» :

«En s'en tenant étroitement à l'orthodoxie, les trotskystes s'étaient coupés d'une compréhension réelle de la théorie et la compréhension dialectique qu'avait Trotsky du stalinisme — analysé comme une caste parasite et contre-révolutionnaire reposant sur les gains de la Révolution d'Octobre, sorte d'intermédiaire traître entre le prolétariat russe victorieux et l'impérialisme mondial — leur avait partiellement échappé.»

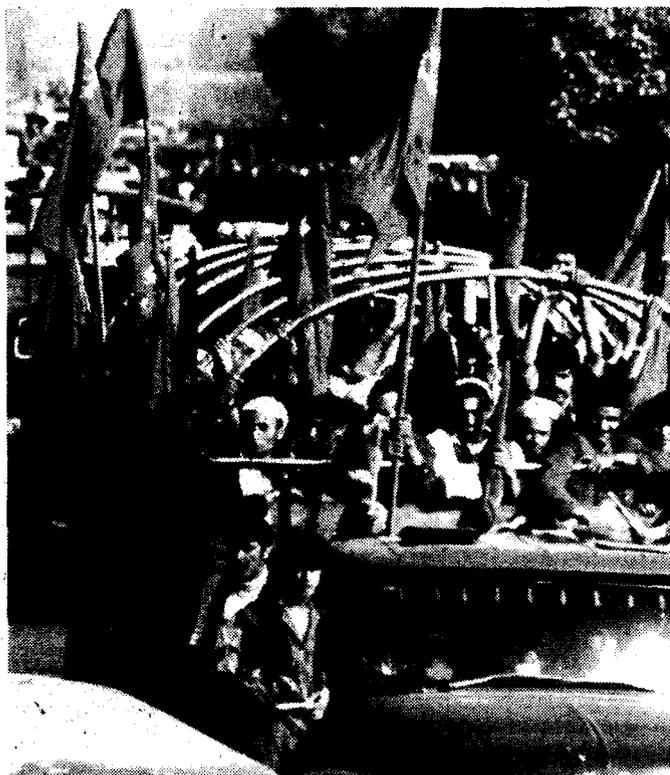
— *Spartacist* édition française n° 4, octobre 1974

Si à l'époque les trotskystes n'aient purement et simplement la possibilité d'une révolution sociale déformée en Europe de l'Est, ils étaient en même temps trop optimistes quant à des révolutions socialistes prolétariennes en Europe de l'Ouest, et le SWP l'était également pour les Etats-Unis. Ils voyaient des révolutions prolétariennes imminentes déferler inexorablement à travers l'Europe, y détruisant à la fois l'impérialisme-capitalisme et la bureaucratie stalinienne. Ils croyaient par conséquent que l'Armée rouge stalinienne ne pouvait jouer en Europe de l'Est, comme les PC staliniens en Europe de l'Ouest, qu'un rôle contre-révolutionnaire face à une révolution prolétarienne à l'échelle européenne.

C'est cette perspective qui sous-tend la résolution de 1946 de la Quatrième Internationale. Avec le recul du temps, c'est un document imparfait qui révèle une désorientation politique. Il contient un certain nombre de mauvaises formulations qui tirent un trait d'égalité entre l'impérialisme-capitalisme et le stalinisme. Il déclare pourtant : «En demandant l'évacuation par l'Armée rouge des territoires occupés par celle-ci, la Quatrième Internationale n'abandonne en aucune façon son mot d'ordre de *défense inconditionnelle de l'URSS*.» Mais l'occupation de l'Europe de l'Est par l'Armée rouge n'était pas l'effet d'une espèce d'«expansionnisme soviétique» gratuit. C'était l'aboutissement direct de la défense militaire de l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie.

Si l'on doit critiquer la politique de Staline, c'est pour avoir respecté les accords de partage des zones d'influence conclus à Yalta, au Caire et à Potsdam, pour avoir freiné la marche vers l'Ouest de l'Armée rouge, pour avoir engagé le mouvement ouvrier en Italie et en France, dirigé par des staliniens, dans la «reconstruction nationale» du capitalisme, pour avoir étranglé la révolution en Grèce et pour avoir divisé l'Allemagne au lieu d'aider à créer un Etat ouvrier allemand unifié. Comme la guerre froide l'a montré par la suite, la période 1945-47 n'a été qu'un répit que les impérialistes «démocratiques» victorieux, sous la conduite des Etats-Unis, ont mis à profit pour reconstituer leurs forces en vue de mener de nouveaux assauts contre l'Union soviétique. Dans cette situation, appeler l'Armée rouge à se retirer d'Europe de l'Est était objectivement équivalent à appeler au désarmement de l'URSS.

C'est une chose que les trotskystes de 1946-47 aient été désorientés par l'expansion de la puissance militaire soviétique, qu'ils aient cru les staliniens incapables par nature de réaliser une révolution sociale par le haut, qu'ils



Daily World

Les nationalistes de Kaboul acclament les forces armées soviétiques (à gauche). Les premières femmes parachutistes de l'armée afghane (ci-dessus). L'intervention soviétique ouvre la possibilité de libérer les femmes afghanes d'une oppression hideuse.

Smolian/Contact

aient prévu l'imminence d'une révolution prolétarienne à l'échelle européenne et qu'ils aient par conséquent appelé au retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est. C'est une chose très différente quand Jack Barnes, avec le recul du temps, se réclame, en 1981, de cette position dans l'Amérique de Reagan. Car Barnes nie aux staliniens russes la possibilité de réaliser une révolution sociale bureaucratiquement déformée en Europe de l'Est non pas avant que cela se soit produit, ou pendant, mais *trois décennies après* ! Dans «Correction de quelques erreurs...», il déclare : «Après avoir vaincu l'armée allemande, que fit Moscou ? Il réalisa une contre-révolution.» Point à la ligne. Alors comment est-ce que le capitalisme a été renversé ? D'après Barnes, dès le commencement de la guerre froide :

«[...]la bureaucratie soviétique, avec l'Armée rouge qui occupait toujours la plupart de l'Europe de l'Est, autorisa les ouvriers à abolir les rapports de propriété capitalistes et à établir des Etats ouvriers. Bien sûr, sous un étroit contrôle bureaucratique. J'insiste sur le fait que les travailleurs de ces pays ont établi des Etats ouvriers, que ce n'était pas simplement le fait des troupes soviétiques.»

C'est manifestement la plus grande absurdité historique qu'on puisse imaginer. On a peine à se figurer que Barnes puisse lui-même y croire.

L'expropriation politique et économique de la bourgeoisie a été menée de front avec l'embrigadement totalitaire des masses laborieuses. Les appareils dirigeants staliniens en Europe de l'Est ont effectivement réprimé toute action indépendante et spontanée de la classe ouvrière. Tous les trotskystes l'ont parfaitement reconnu, de même que tout le monde excepté les staliniens les plus crédules. La résolution de 1951 de la Quatrième Internationale, «La nature de classe de l'Europe de l'Est», ne fait rien d'autre que constater l'évidence : «Ces Etats ont surgi non de l'action révolutionnaire des masses mais de l'action militaro-bureaucratique de la bureaucratie soviétique» (*Quatrième Internationale*, août-octobre 1951).

Barnes nous régale de ses contes de fée sur une «révolution ouvrière contrôlée» en Europe de l'Est afin de nier que l'Armée rouge soviétique puisse jamais, en quelque lieu que ce soit, être un facteur de progrès historique. Il affirme : «Il n'y a pas de Napoléon "ouvriers" qui apportent la révolution d'en haut avec des chars. D'en haut, on n'apporte que la contre-révolution.» Cela n'a rien à voir avec l'analyse de la bureaucratie stalinienne russe développée par Trotsky. Car c'est Trotsky qui, en 1939, dans une polémique contre la position de «troisième camp», a fait l'analogie entre l'occupation militaire de l'Est de la Pologne par les Soviétiques et l'abolition du servage dans ce pays au début du XIXe siècle par Napoléon :

«Cette mesure n'était dictée ni par les sympathies de Napoléon pour les paysans, ni par des principes démocratiques, mais par le fait que la dictature bonapartiste s'appuyait sur les rapports de propriété bourgeois et non féodaux. Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge doit, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste, afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'URSS.»

— «L'URSS dans la guerre», *Défense du marxisme*

Alors que Barnes nie aux staliniens russes la possibilité même de réaliser la révolution par en haut, il nous attribue frauduleusement la position exactement opposée, à savoir que l'Armée rouge apporte toujours la révolution sociale dans son sillon :

«Ils [les spartacistes] font comme si [...] les bureaucrates du Kremlin étaient vraiment des sortes de révolutionnaires bureaucratiques, et si, partout où l'Armée rouge passait, elle n'apportait pas seulement avec elle la politique de la caste mais aussi les germes de la révolution prolétarienne.»

— «Correction de quelques erreurs...»

Barnes sait très bien que ce n'est pas notre position. C'était cependant la position de la tendance Haston/Vern-

Ryan dans la Quatrième Internationale, à la fin des années 40 et au début des années 50. Cette tendance était en partie une réaction simpliste au refus de la Quatrième Internationale d'admettre ce qui était clairement en train de se passer en Europe de l'Est. Il y a plusieurs années, nous avons écrit à propos de la thèse Vern-Ryan :

« A court terme, la direction stalinienne russe pouvait faire et a fait un choix (choix auquel elle n'est pas arrivée librement) quant à l'issue sociale; de là l'erreur élémentaire dans le syllogisme de Haston-Vern: "le caractère de classe de l'Etat est égal à la domination de cette classe dans la société" quand l'Etat (l'armée) est russe et que la société est, par exemple, autrichienne ou hongroise. Les Russes ont évacué les régions qu'ils contrôlaient en Autriche et en Iran, mais ont dirigé la transformation du gros de l'Europe de l'Est en des répliques sociales et politiques de l'Union soviétique, c'est-à-dire une consolidation qui suivait la conquête russe.»

— «Additif à la préface de *Cuba et la théorie marxiste*», *Pour la révolution politique!*
Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste (Chine, Cuba, Indochine...)

Là où les bureaucrates staliniens n'ont aucune marge de manoeuvre c'est quand un prolétariat organisé est engagé centralement dans une lutte pour le pouvoir. Ainsi par exemple en Espagne pendant la guerre civile, le stalinisme a joué un rôle carrément contre-révolutionnaire, n'hésitant pas à aller jusqu'à saboter la lutte contre le franquisme parce qu'en Espagne l'alternative n'était pas Franco ou le GPU, mais Franco ou la révolution prolétarienne. Sans doute la perspective de soulèvements révolutionnaires prolétariens autochtones dans les pays d'Europe de l'Est, que les troupes soviétiques auraient été employées à écraser, a-t-elle conditionné l'appel au retrait des troupes russes d'Europe de l'Est lancé par la Quatrième Internationale.

Le SWP de James P. Cannon a eu raison de s'opposer au révisionnisme et au liquidationnisme pablistes. Mais il l'a fait d'une manière qui maintenait des tendances stalinophobes. Si le SWP ne niait pas les transformations sociales accomplies en Europe de l'Est, il niait la nature *contradictoire* de la bureaucratie stalinienne, qui rendait ces transformations possibles. C'est ainsi que le principal théoricien du SWP, Joe Hansen, défendait la formule d'un de ses camarades de fraction pour qui la bureaucratie stalinienne était «contre-révolutionnaire jusqu'à la moëlle». Cette caractérisation ne convient vraiment qu'à des groupes impérialistes de choc comme la CIA ou les SS nazis.

Cette conception qu'avait le SWP du stalinisme «contre-

révolutionnaire jusqu'à la moëlle» provoqua une considérable désorientation théorique lors de la révolution chinoise. Au moment où la victoire de l'Armée rouge de Mao était imminente, Cannon soutenait que les staliniens chinois allaient à nouveau capituler devant Chiang Kai-shek. Le SWP refusa de reconnaître qu'un Etat ouvrier déformé avait été établi en 1949 avec l'écrasement de l'ancien appareil d'Etat et la destruction de la bourgeoisie chinoise en tant que classe politiquement organisée. Il ne reconnut qu'une révolution sociale s'était produite qu'en 1955 quand les maoïstes laissèrent tomber la rhétorique de la «démocratie populaire» et nationalisèrent les quelques capitalistes qui restaient.

En tous cas, les efforts actuellement déployés par Barnes pour nous faire passer pour des pablistes sont tout simplement risibles. Il sait très bien que c'est précisément contre l'adoration aveugle que le SWP porte au castrisme, considéré comme un courant «trotskyste inconscient», que nous avons fait nos premières armes comme fraction oppositionnelle dans cette organisation. Notre insistance sur la nécessité d'un parti et du programme trotskyste à Cuba était une lutte programmatique cruciale qui a défini notre tendance comme l'opposition trotskyste au suivisme derrière les staliniens et les nationalistes petits-bourgeois prôné par les pablistes. Ce n'est donc pas simplement son cynisme qui pousse Barnes à nous dépeindre comme des espèces de crypto-staliniens. En fait, cela montre bien en quoi le SWP s'oppose au pablisme *de la droite*: les réformistes stalinophobes du SWP ne savent plus très bien faire la différence entre l'impressionnisme stalinophile du centrisme pabliste et le trotskysme de la tendance spartaciste.

Nous ne défendons pas les forces armées soviétiques partout et à tout moment, mais seulement dans la mesure où elles servent les intérêts du prolétariat mondial. Quand elles s'affrontent avec ces intérêts, comme lors du soulèvement des ouvriers de Berlin en 1953 ou lors de la révolution hongroise de 1956, ou quand les troupes soviétiques sont utilisées pour rétablir le contrôle étroit de la bureaucratie sur les masses laborieuses comme en Tchécoslovaquie en 1968, nous nous opposons sans équivoque aux interventions militaires soviétiques. Mais de toute façon, l'analogie avec l'Europe de l'Est ne vaut guère pour l'Afghanistan, où la révolution prolétarienne autochtone n'est pas possible. Chaque page de «Correction de quelques erreurs...», y compris les citations de la résolution de 1946 de la Quatrième Internationale, avec tous ses défauts, ne montre rien d'autre que l'attitude antisoviétique du SWP.

Une fois que la Quatrième Internationale eut reconnu que les bureaucrates du Kremlin avaient mené une révolution sociale déformée en Europe de l'Est, une partie de l'organisation, dirigée par son secrétaire Michel Pablo, se tourna vers le mouvement stalinien pour renverser le capitalisme à l'échelle mondiale. Les pablistes liquidèrent ainsi le rôle historique d'avant-garde de la Quatrième Internationale, et réduisaient les trotskystes à n'être plus qu'un simple groupe de pression sur d'autres forces «objectivement révolutionnaires». Comme nous l'avons expliqué dans «Genèse du pablisme»:

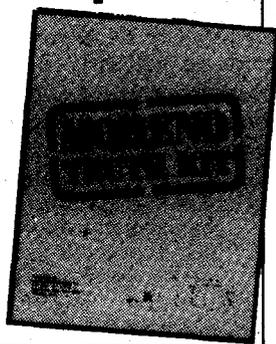
«Le pablisme fut plus qu'une théorie symétrique fautive, plus qu'une simple réaction impressionniste excessive contre l'orthodoxie: c'était en fait la justification théorique d'une poussée non-révolutionnaire basée sur l'aban-

Moreno démasqué!

texte anglais, documents
reproduits en espagnol

RFA.....	DM 1,50
Grande-Bretagne.....	£0,40
Australie, Canada, USA.....	\$0,75
Colombie.....	\$30,00
Espagne.....	50 ptas.
France.....	3F
Italie.....	L600
Suède.....	3 Kr.

Commande:
Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO
New York, NY 10116 USA



Y. Khaidei



L'Armée rouge entre en Autriche en 1945. L'occupation de l'Europe de l'Est n'était pas l'effet d'un «expansionnisme soviétique» quelconque, mais l'aboutissement direct de la défense de l'URSS contre l'impérialisme nazi.

don de la perspective de construction d'une avant-garde prolétarienne dans les pays évolués ou colonisés.»

— *Spartacist* édition française n° 4, octobre 1974

Le SWP de Barnes fait de l'erreur méthodologique de Cannon une doctrine révisionniste à part entière. On peut clairement le voir dans le cas du Vietnam. Le SWP proclame que le Sud-Vietnam est demeuré encore capitaliste après que l'armée nord-vietnamienne fut entrée à Saïgon en 1975 et même après que le Sud-Vietnam eut été incorporé, un an après, dans un Etat unique dominé par le Nord-Vietnam (ce qui suppose, en opposition totale au marxisme, un Etat dominé par deux classes). Il a fallu attendre l'expropriation des derniers marchands chinois de Cholon en 1978 (dont beaucoup furent expulsés sans motif à l'occasion d'une campagne chauvine antichinoise) pour que le SWP reconnaisse la révolution sociale accomplie au Sud-Vietnam.

Les critères que le SWP emploie pour apprécier une révolution sociale anticapitaliste sont à la fois ceux des staliniens et des sociaux-démocrates : ceux des staliniens dans la mesure où ils dépendent de mesures administratives prises par un appareil d'Etat déjà consolidé ; mais, ce qui est plus intéressant et moins évident, ceux des sociaux-démocrates puisqu'ils considèrent que le facteur décisif n'est pas la destruction de l'ancien Etat bourgeois mais l'extension quantitative des nationalisations.

Le «troisième camp» via le fidelismo

Le soutien sans réserve du SWP à la bureaucratie stalinienne cubaine est apparemment inconséquent avec sa vision du monde essentiellement social-démocrate. En réalité, le réformisme couard du SWP l'amène souvent à prendre des positions à droite du régime castriste, en particulier là où l'antisoviétisme des impérialistes est

impliqué — le Portugal en 1974-75, l'Angola en 1975-76 (!!), les dissidents soviétiques pro-occidentaux, la Pologne, la guerre Iran-Irak et maintenant l'Afghanistan. Ce qui est réellement important, c'est que le SWP interprète le castrisme dans l'esprit du «troisième camp». Il est bon de se souvenir que dans les années 50 et au début des années 60 beaucoup de sociaux-démocrates ouest-européens regardaient d'un oeil très favorable la Yougoslavie de Tito, comme un «Etat socialiste indépendant et non-aligné».

Ce que Barnes dit apprécier dans le régime cubain c'est qu'il lui fournit de la «matière première» politique venant d'une source qui a la responsabilité d'envisager la politique internationale et de réagir à ses développements du point de vue de révolutionnaires qui détiennent le pouvoir d'Etat». Barnes a maintenant quelques difficultés à obtenir cette «matière première» étant donné que son pipe-line avec La Havane semble quelque peu obstrué après l'approbation donnée par Castro à la présence militaire soviétique en Afghanistan. Il est néanmoins important de considérer comment Barnes pense que Castro voit la politique internationale, car cela nous permet de comprendre comment le SWP voit la politique.

D'après Barnes, La Havane tente de négocier un retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. «Pour atteindre ces objectifs», continue-t-il, «ils engagent leur autorité à l'intérieur du mouvement des non-alignés.» Le SWP fait en effet grand cas du «mouvement des non-alignés», car, comme son nom l'indique, c'est là où l'on doit réussir à trouver le «troisième camp» entre l'impérialisme et le bloc soviétique. En fait, on ne saurait y trouver que des tyranneaux néo-coloniaux avec quelques exceptions comme Cuba et la Yougoslavie.

Barnes prétend que «les Cubains n'ont pas fait beaucoup de progrès» dans l'affaire afghane parce que Moscou attendait que les élections américaines soient passées pour négocier. Maintenant avec Reagan à la Maison-Blanche, Moscou n'a plus beaucoup d'espoir de ce côté-là, même s'il voulait faire un accord sur le dos des Afghans. Peu importe,

prétend Barnes qui propose de mener une diplomatie de petite puissance et ignore tout simplement l'intervention impérialiste :

«[...] dans ces conditions concrètes, la prochaine chose à faire pour la révolution afghane est d'arriver à un accord entre Islamabad, Moscou et Kaboul — même un accord secret — pour que les troupes russes se retirent. C'est la voie pour ouvrir les possibilités que progresse à nouveau la révolution afghane.»

C'est évidemment la voie à suivre pour détruire toute possibilité de révolution afghane et créer un Etat hostile, client de l'impérialisme, à la frontière soviétique.

Mais Jack «Woodrow Wilson» Barnes ne borne pas ses fantasmes diplomatiques utopistes-pacifistes à l'Asie centrale. Son défaitisme soviétique vise plus haut que cela :

«Pensez à l'effet formidable sur les peuples du monde entier, sur l'énorme majorité de l'humanité, si Brejnev se présentait à la télévision et annonçait que l'URSS est en train de détruire une grosse partie de son arsenal nucléaire et propose à Washington un calendrier pour détruire le reste à intervalles rapprochés. Est-ce que cela ne mettrait pas Washington dans l'embarras ? Est-ce qu'on ne mettrait pas ainsi en évidence que les impérialistes US sont les vrais fauteurs de guerre en ce monde ?»

Voilà le pacifisme poussé jusqu'à ses conséquences les plus criminelles. Les léninistes et les trotskystes n'ont jamais eu de mots assez durs pour fustiger les illusions sur le désarmement. Cela était dirigé contre le mythe pacifiste petit-bourgeois du désarmement universel, mythe que le Kremlin a entretenu avec les négociations SALT. La violence est inhérente au capitalisme et les capitalistes ne seront désarmés qu'après que le prolétariat aura pris les armes. Le désarmement universel nécessite la révolution prolétarienne mondiale.

Mais la proposition de Barnes est bien pire que l'utopie pacifiste traditionnelle. Il est pour le désarmement unilatéral de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique face à l'effort d'armement le plus massif de la plus dangereuse puissance impérialiste que le monde ait jamais connue. La plupart des opprimés du monde (en Amérique latine par exemple) savent très bien que les impérialistes US sont les vrais fauteurs de guerre. Ils ont souffert directement des menées de guerre américaines sous une forme ou une autre. Même dans l'Europe de l'Ouest impérialiste, on considère un peu partout la classe dirigeante américaine comme une bande de bellicistes à la gachette facile, et c'est la raison

pour laquelle la «détente» y est encore populaire, y compris à l'intérieur de parties importantes de l'establishment bourgeois européen.

En vérité, la direction du SWP reproche à la bureaucratie soviétique la violence de la classe dirigeante américaine ! Elle prêche que si l'armée soviétique se retirait d'Afghanistan, si l'URSS troquait son arsenal nucléaire pour des charrues, si Brejnev et Cie montraient combien ils sont vraiment épris de paix, alors Reagan aussi bien que Haig deviendraient plus pacifiques. Peut-être qu'ils réduiraient leur hystérie antisoviétique et que cela créerait une atmosphère moins anticommuniste pour la prochaine campagne électorale du SWP. Peut-être qu'ils enverraient à la ferraille le bombardier B-1 et qu'ils laisseraient à nouveau tomber quelques miettes sur les ghettos, afin que le SWP puisse se remettre à son négoce de «contrôle communautaire». Peut-être qu'à court terme cela rendrait la vie plus facile pour ces sociaux-démocrates à la petite semaine.

Mais le court terme serait en effet très court. «Correction de quelques erreurs...» est un document aussi stupide que pernicieux. Le glissement de ligne du SWP sur l'Afghanistan l'a aligné sur «les vrais fauteurs de guerre en ce monde». C'est l'arsenal nucléaire soviétique qui a jusqu'à présent tenu en respect l'impérialisme US, qui l'a empêché d'envahir Cuba et de renverser Castro, d'utiliser les armes nucléaires au Vietnam et de détruire les forces assiégées du progrès social en Afghanistan. La puissance militaire soviétique, même entre les mains d'une caste bureaucratique nationaliste, a gagné un peu plus de temps pour que le prolétariat mondial résolve la question du socialisme ou de l'anéantissement nucléaire.

En tant que trotskystes, nous sommes pour la défense militaire de l'URSS et pour la révolution politique prolétarienne de Berlin-Est à Moscou, de La Havane à Pékin, de façon à ce que les ressources des Etats ouvriers dégénérés ou déformés ne soient pas gaspillées pour aider des bouchers en mal de génocide comme l'Ethiopien Mengistu ou sacrifiés à des projets utopistes-pacifistes de désarmement, mais au contraire qu'elles soient entièrement placées au service de la révolution mondiale. Nous nous battons pour le parti mondial de la révolution prolétarienne, la Quatrième Internationale, qui désarmera la bourgeoisie une bonne fois pour toutes. ■

Disponibles en perse:

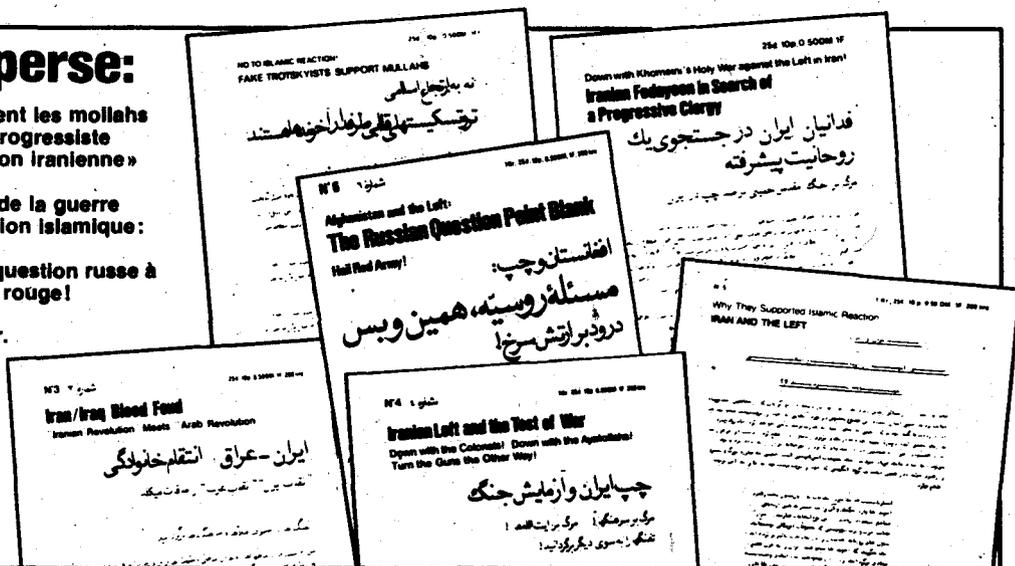
- Les pseudo-trotskystes soutiennent les mollahs
- Les fedayin en quête de clergé progressiste
- La guerre Iran/Irak—La «révolution iranienne» rencontre la «révolution arabe»
- La gauche iranienne à l'épreuve de la guerre
- Pourquoi ils ont soutenu la réaction islamique: L'Iran et la gauche
- L'Afghanistan et la gauche—La question russe à brûle-pourpoint: Salut à l'Armée rouge!

1F, 25€, 10p, 0,50 DM, 200 lire, 1Kr.

Commande:

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cédex 10
France

Spartacist Publishing Co.,
Box 1377 GPO
New York, NY 10116 USA



Les pseudo-trotskystes à la traîne de la social-démocratie

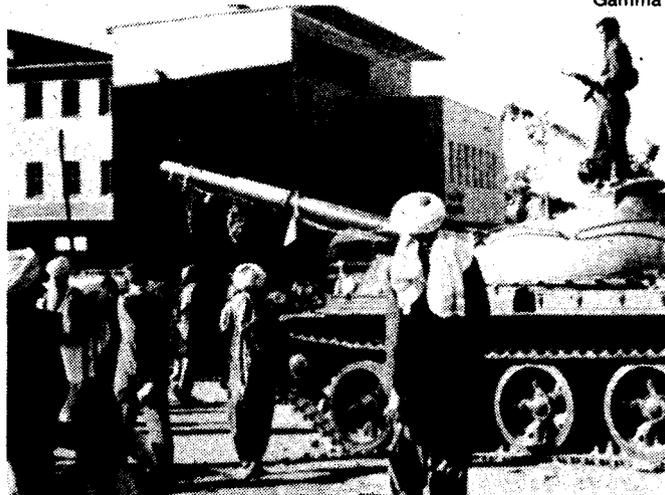
Le SU appelle au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan

Adapté de Workers Vanguard n° 284, 3 juillet 1981

Le titre dit : « Pour la fin de l'occupation soviétique en Afghanistan ! Pour les droits nationaux des peuples afghans ! » Peut-être est-ce un communiqué des ministres des affaires étrangères de l'OTAN ? Ou encore un document du Département d'Etat US destiné à un débat à l'ONU ? Non. C'est un nouvel appel sorti, en mai 1981, d'une réunion du comité exécutif international du Secrétariat unifié (SU), pseudo-trotskyste, tel que le rapporte *Internationales* (18 juin 1981), organe de sa section suédoise, la Kommunistiska Arbetarförbundet (KAF).

Tout le monde sait que le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan serait un grand pas vers le triomphe de la contre-révolution sanglante sous sa forme la plus barbare — l'esclavage des femmes sous le voile, l'exploitation pré-capitaliste de la paysannerie, la liquidation physique de la petite intelligentsia moderniste du pays. Tout le monde sait

Gamma



Socialist Challenge

SOVIET TROOPS OUT OF AFGHANISTAN



WORKERS VANGUARD

While Carter Sings, Soviet Army Rolls Back Afghan Muslims
Hail Red Army!



La question russe à brûle-pourpoint :

- L'IMG : « Troupes soviétique hors d'Afghanistan ! »
- La TSI : « Salut à l'Armée rouge ! »

que cela signifierait un gouvernement fanatiquement antisoviétique sur la frontière sud de l'URSS. L'impérialisme occidental a donc mis au centre de son actuelle offensive de guerre froide la revendication du retrait des Soviétiques d'Afghanistan. Voilà pourquoi le Parti communiste français (PCF) a dû retirer son soutien à la présence soviétique en Afghanistan afin d'obtenir quelques ministères de second ordre au sein d'un gouvernement allié de l'OTAN. *Et voilà également pourquoi le SU d'Ernest Mandel a récemment changé de ligne.*

A la différence du PCF de Marchais, le SU n'a pas réellement changé de position, puisqu'il n'a de toute façon jamais soutenu l'intervention soviétique contre les réactionnaires islamiques. Qui plus est, une minorité importante du SU, dont le porte-parole le plus connu était Tariq Ali, s'était dès le début ralliée au chœur impérialiste réclamant : « Troupes soviétiques dehors. » Si le SU condamnait énergiquement l'intervention soviétique, il n'était pas allé jusqu'à la *revendication contre-révolutionnaire* ouverte du retrait. Une résolution majoritaire du SU fin janvier 1980 avait raison de dire :

« Dans le cours du conflit entre la coalition réactionnaire et l'impérialisme d'un côté, les troupes de l'URSS et le gouvernement du PPDA de l'autre, la revendication de la souveraineté nationale afghane, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne serait qu'une couverture démocratique aux projets de la réaction et de l'impérialisme. Le retrait des troupes soviétiques n'assurerait en rien la liberté pour les nationalités afghanes de choisir leur destin. Il laisserait seulement le champ libre à l'instauration d'un régime réactionnaire opprimant paysans et travailleurs, inféodé à Washington qui consoliderait son dispositif dans la région. »

— *Inprecor* n° 69, 7 février 1980

Qu'y a-t-il donc de changé depuis que ces phrases furent écrites ? Certainement pas la guerre en Afghanistan. Les enjeux en Afghanistan sont restés essentiellement les mêmes depuis la massive intervention soviétique de fin décembre 1979. Ce qui a changé, c'est le SU. Le cours droitier du courant mandélien, basé en Europe, avance à une telle vitesse qu'aujourd'hui il appelle à ce qu'il caractérisait il y a à peine un an de « couverture démocratique aux projets de la réaction et de l'impérialisme » ! Jetant par-dessus bord leurs résidus de « gauchisme », les sections européennes du SU discutent aujourd'hui de leur liquidation dans les partis sociaux-démocrates pro-OTAN des François Mitterrand, Tony Benn et Helmut Schmidt. Son glissement de ligne pro-impérialiste sur l'Afghanistan détruit toute prétention à faire passer un tel entrisme comme étant pratiqué dans le but de gagner des militants ouvriers au trotskysme : un

élément décisif du trotskysme est justement la défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme.

En fait, la nouvelle ligne du SU sur l'Afghanistan est encore plus contre-révolutionnaire que la position déclarée de Mitterrand ou Tony Benn. Mandel et Cie n'appellent pas simplement au retrait, mais ils *soutiennent* aussi certains groupes de guérillas antisoviétiques: «Pour le soutien aux organisations progressistes dans leur combat contre la réaction et contre la répression soviétique!», dit un des mots d'ordre qui concluent la résolution de mai 1981 (*Inprecor* n° 105, 6 juillet 1981). Des forces «progressistes»? Les propriétaires fonciers, usuriers, chefs tribaux et mollahs qui combattent l'armée soviétique et ses alliés nationalistes de gauche seraient considérés comme réactionnaires par Gengis Khan lui-même! Espérant rouler les innocents, le SU invente un «troisième camp» en Afghanistan qui lutterait contre la réaction et l'armée soviétique, mises sur un pied d'égalité. Mais tous ces racontars sur les forces «progressistes» antisoviétiques qui luttent en Afghanistan ne peuvent pas cacher le soutien du SU à la contre-révolution féodale appuyée par l'impérialisme.

Le Socialist Workers Party (SWP) américain, réformiste, qui avait à notre surprise soutenu l'intervention soviétique au début, a anticipé de quelques mois le glissement à droite de la ligne mandélienne. Il n'y a que peu de sections du SU, notamment la pesante KAF suédoise et le lointain SWP australien, qui continuent à s'opposer à

l'appel criminel au retrait. Mais étant donné la social-démocratisation rapide du SU dans son ensemble, même leur minimum de défensisme soviétique sur l'Afghanistan n'est qu'un écho lointain d'un passé pas si lointain.

Lorsque l'intervention de l'Armée rouge a déclenché une explosion de défaitisme à l'égard de l'URSS dans les sections européennes du SU, nous avions demandé:

«Reste-t-il quelque chose de l'énergie "gauchiste" qui caractérisa autrefois les jeunes cadres du SU qui ont construit des barricades dans les rues de Paris en Mai 68 et qui ont porté le drapeau des Vietcongs dans les "mobilisations" radicales sur le Vietnam? Ou alors des années de suivisme au front-populisme ont-elles transformé "les enfants de 68" en de vulgaires sociaux-démocrates antisoviétiques?»

— «"Third Camp", Fever in the U.Sec»,
Workers Vanguard n° 253, 4 avril 1980

Le récent glissement de ligne pro-impérialiste sur Afghanistan est un grand pas dans la transformation des cadres du SU en de vulgaires sociaux-démocrates antisoviétiques, courtisans et prétendants à la succession des Mitterrand et Benn.

Il est aujourd'hui plus clair que jamais que seule la tendance spartaciste internationale maintient le programme trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et dégénéré, par la révolution socialiste dans les pays capitalistes et la révolution politique contre les bureaucraties staliniennes. Aujourd'hui plus que jamais, «Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!» ■

Presse de la tendance spartaciste internationale

Workers Vanguard

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.

\$5/24 issues (1 year)

International rates:

\$20/24 issues—Airmail \$5/24 issues—Seamail

Spartacist Publishing Co.

Box 1377 GPO, NY, NY 10116, USA

Le Bolchévik

Publication mensuelle de la Ligue trotskyste de France

1 an (9 numéros): 30 F Hors Europe 40 F (avion: 60 F)

Etranger: mandat poste international

BP 135-10, 75463 Paris Cédex 10, France

Spartakist

Herausgegeben von der Troztkistischen Liga Deutschlands

Jahresabonnement 8,50 DM

Auslandsluftpostabonnement 10, DM (1 Jahr)

Postfach 1 67 47

6000 Frankfurt/Main 1, RFA

Pschk. Ffm 119 88-601

Verlag Avantgarde GmbH

Spartacist Britain

Marxist monthly newspaper of the Spartacist League/Britain

£1.50/10 issues

Spartacist Publications

PO Box 185, London WC1H 8JE, Grande-Bretagne

Spartacist Canada

Newspaper of the Trotskyist League of Canada

\$2/10 issues

Box 6867, Station A, Toronto, Ontario

Canada M5W 1X8

Australasian Spartacist

Monthly organ of the Spartacist League of Australia and New Zealand

\$3/11 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere

\$10/11 issues—Airmail

Spartacist Publications,

GPO Box 3473,

Sydney, NSW, 2001, Australie

Thèses sur l'Irlande

Le comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale (TSI) a adopté les «Thèses sur l'Irlande», que nous publions ci-dessous, en 1977. Ces thèses sont le fruit de l'élaboration politique de la TSI à propos des problèmes complexes que pose la question nationale dans le cas de peuples différents qui sont géographiquement interpénétrés, c'est-à-dire habitant le même territoire. Ces thèses codifient donc les extensions et précisions importantes faites depuis quelques années par la TSI dans sa démarche programmatique envers la question irlandaise.

Elles furent élaborées sur la base de discussions sur la question irlandaise qui ont eu lieu fin 1976 dans le Spartacist Group de Londres.

1. La situation actuelle et la configuration sociale en Irlande sont le résultat de siècles de brutale domination de l'impérialisme britannique. On y retrouve les traits caractéristiques des anciens Etats multinationaux d'Europe de l'Est ainsi que ceux des Etats coloniaux qui établissent leur propre économie politique en excluant ou éliminant les populations indigènes, et des colonies où la population indigène est exploitée et opprimée par une couche de colons relativement étroite.

En l'absence d'un quelconque secteur significatif de la classe ouvrière qui soit historiquement affranchi de l'insécurité nationale/communautaire, il en résulte une situation en apparence insoluble dans laquelle semblent fort éloignées des perspectives pour que se développe un authentique axe de lutte de classe et pour que soit mis fin au cycle interminable de l'exploitation/répression impérialistes et de la violence intercommunautaire. Il reste la forte possibilité qu'une solution juste, démocratique et socialiste à la situation en Irlande ne puisse venir que sous l'impact d'une révolution prolétarienne quelque part ailleurs et qu'elle soit concrètement introduite à la pointe des baïonnettes d'une Armée rouge, et ce, contre l'opposition d'un secteur significatif de l'une ou l'autre des communautés ou des deux à la fois.

Nonobstant la valeur d'un si sombre pronostic, le conflit en Irlande constitue un test crucial quant à la capacité d'une tendance internationaliste révolutionnaire à fournir une analyse claire ainsi qu'un programme, et à se confronter à la question nationale à l'époque impérialiste. Pour des révolutionnaires, qui refusent de se faire les porte-parole des thèses simplistes (qui relèvent, en fin de compte, du génocide) des nationalistes, la situation en Irlande peut paraître extrêmement complexe et insoluble. La «question irlandaise» fournit une puissante confirmation de la force révolutionnaire et de la pertinence de la compréhension uniques qu'a du léninisme la tendance spartaciste internationale, en particulier en ce qui concerne la question des peuples géographiquement interpénétrés.

2. La revendication du retrait immédiat et inconditionnel de l'armée britannique est un élément essentiel de notre programme. L'impérialisme britannique a amené avec lui des siècles d'exploitation, d'oppression et de carnages dans l'île. On ne peut rien attendre de bon de la présence britannique; le lien qui existe entre l'Irlande du

Nord et l'Etat britannique ne peut être qu'oppressif pour la population catholique irlandaise, un obstacle à une mobilisation de classe du prolétariat et à une solution. Nous ne mettons aucun préalable à la revendication du retrait immédiat de toutes les forces armées britanniques et nous n'en affaiblissons pas son caractère impératif en suggérant des «étapes» vers sa satisfaction (tel que revendiquer simplement que l'armée se retire des quartiers ouvriers ou reste dans les casernes).

Mais en même temps, nous ne considérons pas cette revendication comme synonyme ou comme l'application concrète de l'appel à l'autodétermination irlandaise (c'est-à-dire un Etat unifié de toute l'île) ou à un Ulster indépendant — deux solutions qui, dans le cadre du capitalisme, ne peuvent être qu'antidémocratiques, dans le premier cas envers les protestants et dans le second envers les catholiques. La revendication du retrait des troupes britanniques n'est pas davantage suffisante en soi, comme si elle détenait quelque contenu ou issue révolutionnaires inhérents et automatiques. Comme un éminent historien bourgeois, A.J.P. Taylor, l'observait au cours d'un interview :

«Je ne sais pas ce que signifie le terme bain de sang. Si cela signifie que des gens vont être tués, il y en a tout le temps qui sont tués. L'alternative n'est pas entre une Irlande du Nord entièrement pacifique dans laquelle personne ne sera tué et une Irlande du Nord où tout un tas de gens vont être tués. Si les Britanniques se retirent, on arrivera à une sorte de règlement. On ne peut dire ce qu'il sera, car on ne peut juger les forces en présence avant qu'elles puissent agir[...]. «[...]la présence de l'armée britannique en Irlande prolonge la durée du conflit et de l'incertitude[...]. «[La possibilité d'une Irlande unifiée] est une question de rapport de forces. A cause de l'histoire des trente dernières années ou peut-être plus, parce que depuis 1885, date à laquelle Randolph Churchill — le père de Winston — s'est le premier écrié "l'Ulster se battra et l'Ulster aura raison" — au cours des quatre-vingt-dix dernières années, on a appris aux protestants d'Irlande du Nord à se considérer comme un corps séparé, presque une nationalité séparée à l'intérieur de l'Irlande, et ceux-ci ont établi depuis longtemps maintenant leur domination sur l'Irlande du Nord, en partie à cause de leur puissance économique supérieure, en partie à cause du soutien qu'ils ont reçu du gouvernement britannique, et en partie parce qu'ils sont, ou ont été jusqu'à maintenant, les plus décidés. Pour eux, la domination protestante est la réponse à la situation en Irlande du Nord.»

— *Troops Out* n° 2

Comme l'ont démontré historiquement des exemples tels que l'Inde, la Libye, Chypre et la Palestine, le départ de l'impérialisme britannique, bien qu'étant un objectif nécessaire pour une avant-garde communiste, n'assure pas en lui-même automatiquement un pas en avant dans une direction révolutionnaire. Ainsi, la revendication du retrait immédiat de l'armée britannique d'Irlande du Nord doit être liée et doit être partie intégrante du programme révolutionnaire dans son ensemble.

3. En tant que léninistes, nous sommes opposés à toute forme d'oppression nationale et de privilèges nationaux et nous sommes partisans de l'égalité des nations. En 1913, Lénine a énoncé succinctement les principes fondamentaux à la base de la position social-démocrate révolutionnaire



Spartacist Britain

Contre les blocs H, les trotskystes de la Spartacist League/Britain exigent : «A bas les camps de torture britanniques! Retrait immédiat des troupes!»

sur la question nationale :

«En tant que démocrates, nous sommes hostiles sans restriction à toute oppression, si minime soit-elle, exercée contre une nationalité quelconque, à tout privilège accordé à une nationalité ou à une autre. En tant que démocrates, nous proclamons le droit à la libre disposition des nations, *au sens politique* du terme[...], c'est-à-dire la liberté de séparation. Nous réclamons une absolue *égalité en droits* pour toutes les nations au sein de l'Etat et une sauvegarde absolue des droits de chaque minorité nationale. Nous réclamons de larges pouvoirs administratifs et l'autonomie pour les régions, dont les limites doivent être fixées en tenant compte notamment du critère national.»

— «Projet de plate-forme pour le IV^e congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie», *Oeuvres*, Tome 19

Le droit à l'autodétermination signifie donc simplement le droit d'établir un Etat séparé, le droit à la sécession. Nous nions que le droit à l'autodétermination signifie «être libre de toute ingérence et de tout contrôle extérieurs» ou qu'il implique nécessairement une indépendance économique. Au sens général, le droit à l'autodétermination est inconditionnel, indépendamment de l'Etat qui s'instaure ou de sa direction.

Pour des léninistes, ce droit n'est cependant pas une revendication absolue, un impératif catégorique qui doit être mis en pratique à tout moment et partout où existe une nation. Ce n'est qu'une de toute une série de revendications démocratiques bourgeoises; ce n'est qu'une partie, subordonnée à l'ensemble, du système programmatique dans son ensemble. Quand la revendication particulière de l'autodétermination nationale entre en conflit avec des revendications plus cruciales ou avec les besoins généraux de la lutte de classe, nous sommes opposés à son application. Comme Lénine le note :

«Les différentes revendications de la démocratie, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une *parcelle* de l'ensemble du

mouvement démocratique (aujourd'hui : socialiste) *mondial*. Il est possible que, dans certains cas concrets, la parcelle soit en contradiction avec le tout; elle est alors à rejeter.»

— «Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», *Oeuvres*, Tome 22

En particulier, dans le cas de peuples interpénétrés partageant un territoire commun, nous nous opposons à l'exercice de l'autodétermination par une des nations lorsque ceci entre clairement en conflit avec le même droit pour l'autre nation. Les mêmes considérations générales s'appliquent dans cette situation, à savoir notre opposition à toutes les formes d'oppression et de privilèges nationaux, mais, dans de telles circonstances, l'exercice de l'autodétermination par l'un ou l'autre peuple sous la forme de l'établissement de son propre Etat bourgeois ne peut que conduire à la négation de ce droit pour l'autre peuple. Sous le capitalisme, cela ne peut être qu'une formule pour inverser les termes de l'oppression, pour des transferts forcés de population et des expulsions, et au bout du compte pour un génocide. C'est une «solution» qui s'est trouvée à maintes reprises répétée dans l'histoire, par exemple dans les cas de l'Inde et du Pakistan, d'Israël et de la Palestine, et de Chypre.

En général, notre soutien au droit à l'autodétermination est négatif : opposition intransigeante à toute manifestation d'oppression nationale, ceci comme un moyen vers l'unité de la classe ouvrière, non en tant qu'accomplissement d'un «destin historique» ou de l'«héritage» d'une nation, et pas davantage comme un soutien à des nations «progressistes» ou au nationalisme. Nous soutenons le droit à l'autodétermination et les luttes de libération nationale dans le but d'éliminer la question nationale de l'ordre du jour historique, et non pour créer une autre question identique. Il ne peut y avoir, dans le cadre capitaliste, de solution purement démocratique (par

exemple le suffrage universel) à la question nationale dans le cas des peuples interpénétrés.

Les mêmes considérants généraux ne s'appliquent pas seulement aux nations « définitivement formées », mais également aux nationalités et peuples qui peuvent encore être des nations pas tout à fait définitivement formées, par exemple les Erythréens dans leur lutte contre la domination amharique ou les Biafraïsi lors de la guerre civile du Nigéria. Il arrive en effet souvent que la formation historique des nations soit testée et achevée dans les processus de luttes pour l'autodétermination. Notre opposition à l'exercice de l'autodétermination par des peuples interpénétrés pourrait aussi s'appliquer là où un ou plusieurs des groupements, bien que n'étant pas une nation historiquement compacte, ont une taille relative et un niveau culturel suffisants pour que l'exercice de l'autodétermination ne puisse signifier autre chose qu'une nouvelle forme de l'oppression ou un retournement des termes de l'oppression.

4. Concrètement, la question de l'autodétermination nationale irlandaise n'a pas été complètement résolue par l'instauration de la république d'Eire. Mais la revendication de l'« autodétermination irlandaise » représente aujourd'hui une négation de la position léniniste sur la question nationale. Il incombe aux révolutionnaires de se confronter à la signification exacte de la revendication d'« autodétermination du peuple irlandais tout entier ».

Cette revendication n'est évidemment pas une revendication pour l'autodétermination simultanée des deux communautés, une impossibilité pour des peuples interpénétrés sous le capitalisme. Cette revendication a à peu près autant de sens que d'avoir appelé à l'« autodétermination du peuple libanais tout entier » en plein milieu du massacre intercommunautaire de l'année dernière [1976]. Dans le cas de l'Irlande, une telle revendication ne prend absolument pas en compte la question de la communauté protestante de l'Ulster qui représente 60% de la population de l'Ulster et 25% de la population globale de l'île. Une telle revendication est un appel à la formation d'un Etat unifié de toute l'île, ce qui inclut l'unification forcée de toute l'île par l'Etat bourgeois irlandais indépendamment des volontés de la communauté protestante. C'est un appel aux catholiques irlandais à s'autodéterminer aux dépens des protestants. C'est un appel à simplement inverser les termes de l'oppression, un appel implicite à un massacre entre les communautés, à des déplacements forcés de population et, en dernière analyse, à un génocide comme voie vers la révolution irlandaise.

5. L'enclave actuelle des six comtés d'Irlande du Nord est un « Etat-croupion orangiste et sectaire », produit de la partition impérialiste. Dans la période antérieure à la partition, des révolutionnaires s'y seraient opposés, s'efforçant de forger l'unité révolutionnaire dans la lutte pour l'indépendance contre l'impérialisme britannique. Cependant, avec la partition, la violence communautaire, les changements démographiques qui l'ont accompagnée et l'établissement d'une république *bourgeoise* dans le Sud, il était nécessaire de s'opposer à la réunification forcée des « six comtés » au reste de l'Irlande. En même temps, l'actuel Etat-croupion garantit les privilèges politiques et économiques des protestants. Nous nous opposons à l'Etat orangiste et à la revendication d'un Ulster indépendant en tant que formes de l'autodétermination des protestants qui maintiennent nécessairement l'oppression de la population catholique d'Ulster, une extension de la nation catholique

irlandaise. Nous disons : A bas le Royal Ulster Constabulary (RUC) [police royale de l'Ulster] et l'Ulster Defence Regiment (UDR) [régiment de défense de l'Ulster], organes locaux de l'appareil d'Etat répressif britannique, bases d'entraînement des groupes paramilitaires protestants actuels et d'une future armée protestante réactionnaire.

6. Il existe toute une série de revendications démocratiques urgentes qui s'appliquent à la situation des catholiques irlandais opprimés en Irlande du Nord. Nous réclamons les pleins droits démocratiques pour la minorité catholique et l'arrêt de la discrimination dans les domaines du logement et de l'embauche. Mais de telles revendications doivent être liées à des revendications de classe qui dépassent les limites de la démocratie bourgeoise. Sans la revendication de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, par exemple, l'appel à l'arrêt de la discrimination ne peut signifier qu'un nivellement dans une situation économique déjà en dépression. Les revendications partielles, négatives, économiques et démocratiques appropriées doivent être intégrées au programme transitoire révolutionnaire qui dépasse le cadre capitaliste de l'économisme et du réformisme démocratique.

tendance spartaciste internationale

Adresses :

Ligue trotskyste de France	Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cédex 10 France
Spartacist League/Britain	Spartacist Publications PO Box 185 London, WC1H 8JE Grande-Bretagne
Trotskyistische Liga Deutschlands	Postfach 1 67 47 6000 Frankfurt/Main 1 RFA
Lega Trotskista d'Italia	Walter Fidacaro C.P. 1591 20100 Milano, Italie
Spartacist League/Lanka	Spartacist League 33 Canal Row Colombo 01 Sri Lanka
Spartacist League/U.S.	Spartacist League Box 1377, GPO New York, NY 10116 USA
Spartacist Stockholm	Spartacist Publishing Co. Box 4508 102 65 Stockholm Suède
Trotskyist League of Canada	Trotskyist League Box 7198, Station A Toronto, Ontario Canada M5W 1XB
Spartacist League of Australia/New Zealand	Spartacist League GPO Box 3473 Sydney, NSW, 2001 Australie

7. Historiquement, les protestants de l'Ulster sont une extension des nations écossaise et anglaise. Le soulèvement des « Irlandais unifiés » de 1798 était dirigé par la classe moyenne protestante et reflétait l'impact des révolutions bourgeoises française et américaine sur la classe capitaliste naissante d'Irlande (dans sa très grande majorité protestante). Cette insurrection contre l'impérialisme britannique, dont la défaite fut dû en partie au développement de l'Ordre orangiste réactionnaire et sectaire, et en partie à la mobilisation de la paysannerie par le clergé catholique, représentait une occasion pour l'établissement d'une nation moderne de toute l'île. Depuis cette époque, bien que les secteurs capitalistes les plus modernes soient restés longtemps protestants, ceux-ci se sont conduits le plus souvent comme de loyaux et fervents défenseurs de l'union avec l'impérialisme britannique. L'intolérance et la discrimination des protestants vis-à-vis de la nation catholique irlandaise dépassent inévitablement les pires excès du nationalisme vert irlandais, et la plupart des meurtres sectaires de la période récente ont été le fait des groupes paramilitaires protestants.

Bien que n'étant pas encore une nation, les protestants ne font certainement pas partie de la nation irlandaise et se distinguent des nations écossaise et anglaise. Actuellement, leur existence séparée est définie en grande mesure contre la nation catholique irlandaise et s'exprime à un niveau idéologique en termes religieux. Possédant leur propre texture sociale et culturelle (résumée dans l'Ordre d'Orange) et une histoire d'opposition à la cause nationaliste irlandaise, ils se sont donc conduits en alliés « loyalistes » de l'impérialisme britannique. En même temps, au cours du siècle, l'allégeance a été plus un moyen qu'un but en soi, ce qui est démontré, par exemple, par la volonté de Sir Edmund Carson de rechercher l'aide des Allemands si l'impérialisme britannique venait à ne plus satisfaire les revendications des protestants de l'Ulster, de même que par la grève des ouvriers de l'Ulster en 1974.

En toute vraisemblance, on parviendra à une résolution définitive du caractère exact de la communauté protestante de l'Ulster avec le retrait de l'armée britannique et elle dépendra des circonstances qui entoureront ce retrait. Les conditions particulières poseront directement la question de leur futur et de la « solution » à la question irlandaise. La solution exprimée par A.J.P. Taylor n'est qu'une des possibilités :

« La question est de savoir si la majorité nationaliste irlandaise est suffisamment forte pour expulser les protestants. Si elle l'est, c'est la meilleure façon de s'en sortir. »

— cité dans *The Guardian*, 13 avril 1976

En même temps, l'organisation sociale, l'armement, l'expérience militaire et les alliances des protestants rendent entièrement concevable une solution « sioniste ». D'un autre côté, si le retrait de l'armée britannique se fait dans le contexte de mobilisations de classe massives, il ne fait aucun doute que des opportunités se présenteront pour une résolution de la question en termes de classe.

8. Les tentatives pour ignorer ou nier l'identité et les intérêts séparés des protestants de l'Ulster sous le prétexte libéral bien connu que les socialistes britanniques ou autres ne peuvent « dire aux Irlandais comment mener leur lutte » ou par l'argument que seules les nations opprimées auraient le droit à l'autodétermination peuvent être facilement rejetées sur une base théorique générale. Les

protestants ne sont ni une administration coloniale (comme l'étaient les Britanniques en Inde), ni une caste de couleur (comme le sont les Blancs en Afrique du Sud). Les arguments que les protestants n'auraient aucun droit légitime puisqu'ils étaient à l'origine des colons et que l'actuel Etat-croupion est une création artificielle de l'impérialisme sont en dernier ressort basés sur des notions d'irréductibilité nationaliste et de « justice historique ». Bien que s'exprimant parfois à travers l'exigence que les protestants rentrent « chez eux », de tels arguments sont en dernière analyse un appel au génocide. Tout aussi inadéquate est l'explication selon laquelle les protestants seraient simplement un secteur arriéré de la nation irlandaise dont le loyalisme/orangisme est purement une idéologie impérialiste à laquelle on a donné une certaine couleur nationaliste pour s'attirer une base de masse.

9. Le particularisme protestant a une base matérielle dans les privilèges marginaux dont jouissent les ouvriers protestants. La tentative la plus explicite de minimiser l'identité séparée de la communauté protestante et de la traiter en termes « marxistes » est de décrire la classe ouvrière protestante comme une « aristocratie ouvrière ». Cette explication est similaire aux théories de la « nouvelle gauche » sur la classe ouvrière blanche aux Etats-Unis et implique une tentative d'élargir le terme [d'aristocratie ouvrière] jusqu'à en détruire le sens original, tout en omettant de reconnaître que la communauté protestante s'étend à travers toutes les classes et couches de la société. Prétendre même que toute la classe ouvrière protestante d'Irlande du Nord est une aristocratie ouvrière est une distorsion grossière de ce terme. Les salaires, le chômage et les conditions de logement de la classe ouvrière d'Irlande du Nord tout entière sont parmi les pires des îles britanniques. De plus, les différences de salaires entre ouvriers protestants et ouvriers catholiques ne sont pas marquées au point que les deux communautés aient des niveaux de vie significativement différents.

10. Du point de vue des intérêts généraux de l'impérialisme britannique, la frontière entre l'Ulster et la république [d'Eire] est maintenant anachronique :

« Les soldats, les fonctionnaires et les fonds du Royaume-Uni sont lourdement investis en Irlande du Nord à cause des claires obligations qu'y a Westminster. Les gouvernements anglais des XVIe et XVIIe siècles y ont installé des garnisons et des colons, et la présence de leurs descendants a été la principale source de malheurs de l'Irlande au XXe siècle; Londres est le siège de l'autorité et la province le sait. Retirer cette autorité maintenant intensifierait le problème de l'ordre public sans pour autant régler la question politique centrale. La recherche d'une administration locale acceptable ne ferait que continuer à aggraver la situation. L'intérêt stratégique de la Grande-Bretagne en Irlande du Nord est caduc et ses intérêts économiques sort du côté du retrait; mais des considérations morales tout autant que pratiques nécessitent que les ressources britanniques demeurent engagées jusqu'à ce que les problèmes politiques et d'ordre public soient au moins en voie d'être résolus. »

— *The Observer*, 1er février 1976

Bien que l'impérialisme britannique ait historiquement utilisé les divisions sectaires et joué la « carte de l'Ulster » à son propre avantage, il n'est plus maintenant décidé à conserver l'Etat-croupion orangiste et préférerait un règlement qui le dégagerait de sa responsabilité politique sur l'île. Avec le déclin de l'industrie en Ulster et les possibilités d'investissements qui se présentent dans le Sud, la frontière est un obstacle à ses intentions générales. Mais

en même temps qu'il adopte divers schémas pour un règlement, l'impérialisme britannique est contraint de maintenir la loi et l'ordre et d'éviter un effondrement total de l'ordre social. La recrudescence des discours des protestants de l'Ulster pour l'indépendance, la grève des ouvriers de l'Ulster en 1974 et le nombre significatif de protestants emprisonnés pour délits politiques ne reflètent pas seulement des différences «tactiques» entre les impérialistes et leurs subordonnés, mais plutôt une divergence d'intérêts entre des forces véritablement distinctes.

11. Nous rejetons l'argument que les ouvriers protestants seraient si réactionnaires que seule la force est capable de les convaincre et que le préalable pour les gagner serait la destruction de l'Etat-croupion orangiste. La compréhension que la partition actuelle est intrinsèquement oppressive est pervertie en une conception de révolution «par étapes» dans laquelle les tâches socialistes ne peuvent que suivre la réalisation de l'unité nationale irlandaise de toute l'île. On trouve parfois liée à cela l'affirmation qu'il est «naïf» d'espérer que les ouvriers protestants et catholiques puissent s'unir sur des questions «économiques» puisque c'est cela qui les divise. Par analogie, aucune classe ouvrière ne pourrait jamais dépasser ses intérêts sectorialistes. L'économisme est l'expression politique de l'incapacité de la classe ouvrière, en l'absence d'une direction révolutionnaire, à rejeter l'idéologie bourgeoise et placer ses intérêts de classe révolutionnaire au-dessus de ses besoins ou désirs sectorialistes particuliers ou apparents. L'argument précédent repose sur la prémisse centrale de l'économisme qui veut que la classe ouvrière ne puisse jamais dépasser ses intérêts sectorialistes immédiats et s'identifier aux opprimés et à l'avenir de l'humanité. Un tel «anti-économisme» est en fait une négation de la pertinence du Programme de

transition au service du nationalisme des opprimés.

12. Les protestants se sentent à juste titre menacés par le projet d'une Irlande unifiée (bourgeoise) qui signifierait leur absorption forcée dans une version élargie de l'Etat clérical réactionnaire de l'Eire. Le nationalisme communautaire des protestants a un caractère défensif et n'est en rien le chauvinisme d'une grande puissance. Une Irlande unifiée bourgeoise ne fournira pas de solution démocratique à leurs revendications et nous devons donc rejeter une telle solution. Un tel Etat serait nécessairement sectaire et les protestants n'entreraient jamais volontairement dans une telle union.

Les bolchéviks ont fait l'expérience des difficultés d'une telle solution. Au deuxième congrès de l'Internationale communiste en 1920, le délégué ukrainien Merejin observait dans un amendement aux «Thèses sur les questions nationale et coloniale» :

«La tentative faite pour régler les relations entre les nations des nationalités majoritaire et minoritaire dans les territoires à populations mixtes (Ukraine, Pologne, Russie blanche) a montré que le transfert du pouvoir gouvernemental des mains du grand capital à celles de groupes de la petite-bourgeoisie qui construisent des Etats républicains démocratiques n'a non seulement pas diminué, mais au contraire aggravé les frictions entre nationalités. La démocratie républicaine se voit obligée dans sa lutte contre le prolétariat de transformer la guerre de classe en une guerre nationale. Elle s'imprègne rapidement de l'exclusivisme nationaliste et s'adapte aisément aux pratiques des précédentes nations dominantes qui ont fomenté la discorde parmi les nationalités et organisé des pogroms avec l'aide de l'appareil gouvernemental pour combattre la dictature du prolétariat[...].»

L'actuelle république bourgeoise irlandaise est un Etat clérical réactionnaire dans lequel l'Eglise catholique romaine jouit de pouvoirs considérables réels ou latents. Un aspect essentiel de ceci n'est pas le niveau actuel de



Forces d'occupation britanniques : mission «pacification».

Donald McCullum/Magnum



Barrage de l'IRA à Derry.

G. Peress/Magnum

persécution religieuse ou de discrimination (bien que les mesures répressives actuelles dirigées la plupart du temps contre l'IRA soient une indication des intentions de la bourgeoisie irlandaise), mais les relations du catholicisme romain et du nationalisme irlandais, particulièrement en ce qu'elles aident à définir les divisions entre les deux communautés.

Le léninisme et le nationalisme sont des conceptions politiques fondamentalement opposées. Bien que se battant contre toutes les formes d'oppression nationale, les révolutionnaires sont aussi opposés à toute forme d'idéologie nationaliste. C'est une révision du léninisme que de prétendre que le « nationalisme des opprimés » est progressiste et peut être soutenu par des internationalistes communistes. Dans un de ses principaux ouvrages consacrés à la question nationale, Lénine insistait que :

« Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fût-il le plus "juste", le plus "pur", le plus fin et le plus civilisé. A la place de tout nationalisme, le marxisme met l'internationalisme[...]. »

— « Notes critiques sur la question nationale »,
Oeuvres, Tome 20

Essayer de minimiser les caractères du nationalisme irlandais et de la république irlandaise mentionnés plus haut, suggérer qu'ils ne sont en quelque sorte pas importants, implique que le nationalisme et le capitalisme irlandais sont d'une certaine façon « progressistes » et (à la différence des autres capitalismes et nationalismes) qu'ils ne vont pas être à l'origine de divisions raciales, sexuelles et

communautaires de la classe ouvrière et, en particulier, qu'ils ne vont pas faire des discriminations et des persécutions contre ceux qui n'appartiennent pas à leur groupement national.

13. L'Irlande, comme les autres situations de peuples interpénétrés telles que le Moyen-Orient et Chypre, est une confirmation puissante de la théorie trotskyste de la révolution permanente. La conclusion inévitable est que les révolutionnaires, tout en s'opposant à tous les aspects de l'oppression nationale, doivent aussi reconnaître que les revendications conflictuelles des peuples interpénétrés ne peuvent être satisfaites équitablement que dans le cadre d'un Etat ouvrier. Nous luttons pour une république ouvrière d'Irlande au sein d'une fédération socialiste des îles britanniques. Bien que l'établissement d'un Etat ouvrier uni de toute l'île fût préférable, la revendication ci-dessus est algébrique, laissant ouverte la question de où vont se retrouver les protestants. Ce qui reconnaît que la nature de la communauté protestante n'a pas encore été déterminée historiquement. En tant que telle, cette revendication s'oppose aux appels pour une « république ouvrière unie » ou pour une « Irlande socialiste unie » (quand cette revendication n'est pas simplement une expression pour des théories nationalistes de gauche ou staliniennes de révolution par étapes). Placer la revendication dans le contexte d'une fédération socialiste a l'avantage supplémentaire de souligner le caractère essentiel de la révolution prolétarienne et la quasi-impossibilité de résoudre la question irlandaise sur une base prolétarienne en dehors de ce cadre. Cette revendication, ainsi que la forte représentation des ouvriers irlandais dans la classe ouvrière en Grande-Bretagne, amène à la revendication d'une fédération syndicale des îles britanniques comme méthode pour promouvoir une lutte conjointe et dépasser les divisions de la classe ouvrière en Irlande.

14. Une insistance particulière doit être mise sur la revendication de milices ouvrières antisectaires basées sur un programme pour combattre la terreur catholique [Green] et protestante [Orange] et le déchaînement impérialiste. La presse bourgeoise britannique et les sanguinaires valets locaux des impérialistes dans le Labour Party britannique ont répondu de manière hystérique à une motion composite présentée à la conférence du Labour Party en 1976 qui demandait le retrait des troupes britanniques et la formation de milices syndicales; et ceci malgré le fait que la motion était le résultat obtenu par inadvertance d'un pot-pourri de motions droitières exprimant un ersatz de positions nationalistes irlandaises et d'une résolution proposée par le groupe du *Militant*. Notre revendication n'est pas la même que celle du groupe du *Militant*, profondément opportuniste et entriste dans le Parti travailliste, qui lie ses appels à des milices syndicales à l'appel pour le retrait des troupes de telle façon qu'il fait des milices syndicales une précondition pour le retrait des troupes et voit les milices comme se développant organiquement dans les luttes de caractère économiste. En Ulster, le problème n'est pas que les ouvriers ne soient pas armés. De telles milices ont besoin d'une large et forte base programmatique pour ne pas être déviées de leur but ou récupérées. Elles ne peuvent pas se développer simplement à partir de la lutte syndicale, et leur émergence exige au fond l'existence de puissants cadres révolutionnaires reconnus. Chaque unité de milice aura besoin d'au moins un membre de chaque communauté et de la présence et de

la forte influence de cadres révolutionnaires expérimentés. En conséquence, la revendication d'une milice ouvrière antisectaire est étroitement liée au développement d'un parti léniniste basé sur un programme révolutionnaire développé. Sans être basées sur la revendication du retrait immédiat des troupes de l'armée britannique et sans notre analyse du terrorisme, par exemple, de telles milices ouvrières ne seraient qu'un auxiliaire armé du mouvement des femmes pour la paix.

15. Dans les conflits militaires entre les organisations nationalistes irlandaises et les autorités de l'armée et de l'Etat britanniques, nous défendons les actes des premiers tant qu'ils restent le fait de la lutte d'une nationalité opprimée contre l'impérialisme, même si cette lutte était associée à un programme qui, s'il était appliqué, violerait les droits démocratiques des protestants. Cette position n'implique rien en ce qui concerne le programme de ces groupes, qui peuvent aller du type du groupe Stern sioniste ou de l'EOKA de Grivas jusqu'à des nationalistes «socialistes» plus radicaux.

Hormis cette lutte militaire avec l'impérialisme britannique et ses agents directs, dans le conflit entre les communautés protestante et catholique d'Irlande et leurs organisations respectives, l'aspect national/communautaire dépasse toute divergence formelle gauche/droite. La violence est fréquemment dirigée contre des symboles de non-sectarisme (par exemple, des bars où se rencontrent ouvriers catholiques et protestants) et elle est un obstacle à toute forme de lutte de classe intégrée. Les actes terroristes dirigés contre la communauté protestante par les organisations de la communauté catholique irlandaise opprimée ne sont en aucun cas un coup porté à l'impérialisme; la «violence des opprimés» n'est pas plus justifiable et pas plus «progressiste» ou défendable que les actes similaires des groupes paramilitaires protestants. Bien que les attaques contre les postes militaires britanniques ou les bombes contre la caserne d'Aldershot soient des actes défendables, les bombes dans les bars (dans les quartiers protestants et catholiques), les bombes dans le

métro de Londres, les fusillades de South Armagh et autres actes de terrorisme indiscriminé sont complètement indéfendables et ne sont en aucun cas un coup porté à l'impérialisme. De tels actes, basés sur des prémisses du nationalisme et du génocide, ne peuvent qu'approfondir les divisions communautaires et dresser des barrières contre l'unité de la classe ouvrière.

Dans de telles circonstances, nous reconnaissons le droit d'autodéfense à chaque communauté. Qu'une organisation prétende se battre au nom des opprimés et contre l'impérialisme ne confère pas à tous ses actes un caractère défendable. S'il en était ainsi, des révolutionnaires seraient obligés de défendre à la fois les actes de l'EOKA à Chypre et des gangsters sionistes du groupe Stern en Palestine (organisations auxquelles s'apparente l'IRA), quand ils attaquent non seulement l'impérialisme britannique mais aussi la communauté turque et les Palestiniens (à Deir Yassin par exemple). Ce n'est qu'avec cette compréhension du terrorisme que les milices ouvrières en Irlande du Nord peuvent se prémunir contre une capitulation devant l'approbation acritique du terrorisme des opprimés ou contre la possibilité de devenir une couverture pour les machinations de l'impérialisme.

16. Dans l'histoire du mouvement ouvrier irlandais, il y a eu des exemples de solidarité ouvrière significative qui a temporairement dépassé les divisions sectaires. Invariablement, comme lors de la grève des mécaniciens à Belfast en 1919 ou des manifestations de masse de chômeurs dans les années 30, ils ont rencontré des massives mobilisations sectaires destinées à faire voler en éclats la fragile unité prolétarienne. En l'absence d'un parti révolutionnaire, il peut se présenter des exemples d'unité temporaire, bien que sur des bases pacifistes ou réformistes. Un résultat des fusillades de South Armagh a été les manifestations conjointes d'ouvriers protestants et catholiques; mais ils ont manifesté pour demander le renforcement du RUC, qui doit en fait être écrasé.

Même de tels exemples indiquent la potentialité de l'unité des ouvriers. Ces exemples de solidarité de classe ne sont pas la preuve d'une tendance profonde à l'unité de classe ou que la situation n'est pas empoisonnée par des haines sectaires; ils indiquent qu'une occasion peut se présenter pour une organisation révolutionnaire, bien que peut-être jusqu'alors isolée, faible et petite, d'intervenir en modifiant le déroulement du conflit vers une solution de classe et la révolution prolétarienne.

Pour le retrait immédiat et inconditionnel de l'armée britannique! A bas le RUC et l'UDR!

A bas le Prevention of Terrorism Act et tous les autres décrets de pouvoirs spéciaux en Grande-Bretagne et en Irlande!

Pleins droits démocratiques pour la minorité catholique d'Irlande du Nord!

Non à la discrimination dans l'embauche et le logement!
Pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail!

Pour une milice ouvrière antisectaire basée sur un programme pour combattre la terreur protestante et catholique et la terreur impérialiste!

Pour une fédération syndicale des îles britanniques!
En avant vers la section irlandaise de la Quatrième Internationale reforgée!

Non à la réunification forcée! Pour une république ouvrière irlandaise au sein d'une fédération socialiste des îles britanniques! ■

SPARTACIST

édition anglaise
volume relié n° 1

comprend les numéros 1 à 20
de février 1964 à juillet 1971

Disponible pour la première fois, le recueil de la presse (y compris des tracts et suppléments) de notre tendance, de son exclusion du SWP en 1964 à la parution de *Workers Vanguard* en 1971.

\$25.00

Commande: Spartacist Publishing Co.,
Box 1377 GPO, New York, NY 10116 USA

Sri Lanka...

suite de la page 40

niveau international, notre tendance fut le seul mouvement à se joindre aux groupes d'exilés tamouls, à New York, Londres et Bonn, pour manifester en commun contre la terreur anti-tamoule. (Pour un exposé plus complet de la question tamoule, voir «Down with the State of Emergency in Sri Lanka!», *Workers Vanguard* n° 240, 28 septembre 1979.)

Nos camarades ont été les seuls à Sri Lanka à défendre la perspective trotskyste de la révolution permanente: le prolétariat industriel et agricole dirigeant tous les opprimés dans la lutte contre l'arriération semi-féodale héritée de siècles de domination coloniale, une lutte qui ne peut arracher la victoire qu'avec le renversement du régime capitaliste et l'établissement du pouvoir prolétarien. Ces camarades sont seuls à brandir la bannière qui peut réunir tous les groupes sociaux méprisés par la bourgeoisie et ses valets de gauche — les Tamouls des provinces du Nord et de l'Est soumis à une répression terrible, les Tamouls qui travaillent dans les plantations de thé et de caoutchouc des hautes terres (privés de tout droit de citoyenneté depuis 1948), les villageois cinghalais, les ouvriers cinghalais des villes, les ouvrières inorganisées des usines de la zone franche — et les unir derrière l'étendard de la révolution prolétarienne.

Nos camarades de Sri Lanka sont les seuls à s'attaquer aux tâches internationales du trotskysme, tâches qui vont de s'opposer à la base militaire antisoviétique de Trincomalee jusqu'à lutter pour des partis trotskystes dans toute l'Asie du Sud, qui seront des sections d'une Quatrième Internationale reforgée. Nous sommes fiers d'accueillir ces camarades dans notre mouvement international.

Accord de fusion

Les masses laborieuses de Sri Lanka ont souffert de dizaines d'années de trahison de la classe ouvrière et de répression sanglante commises au nom du socialisme. Aujourd'hui, le drapeau du trotskysme authentique — le programme de la révolution prolétarienne internationale — flotte à nouveau sur l'île. La tendance spartaciste internationale (TSI) et la Fraction bolchévique, opposition de gauche exclue du Revolutionary Workers Party (RWP), étant parvenues à un accord politique essentiel, décident de fusionner en une organisation internationale commune, démocratiquement centralisée.

Cette fusion est fondée sur l'adhésion aux principes des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919-1922) et la reconnaissance du Programme de transition de 1938 comme base programmatique et méthodologique de notre mouvement. D'autres documents (en anglais et en cinghalais) qui représentent le fondement de cet accord comprennent: la déclaration des principes de la Spartacist League/US (1966) [*Spartacist* édition française n° 7, automne 1974]; le programme de regroupement en neuf points dirigé vers l'aile gauche de la majorité du Secrétariat unifié (SU) dans «Reforge the Fourth International!» [Reforçons la Quatrième Internationale!] *Workers Vanguard* n° 143, 4 février 1977; l'article sur la première conférence internationale de délégués de la TSI et spécialement les passages qui traitent du RWP dans

«Vers la Ligue trotskyste internationale!» *Spartacist* édition française n° 15-16, printemps 1980; «Salut à l'Armée rouge!» *Spartacist* édition française N° 15-16, printemps 1980; «Une Pologne ouvrière, oui! La Pologne du pape, non!» *Spartacist* édition française n° 17, hiver 1980-1981; et les Documents de la Fraction bolchévique, juin 1980.

C'est avant tout la lutte des camarades de la Fraction bolchévique contre le centrisme localiste et vacillant de la direction Edmund Samarakkody/Tulsiri Andradi du RWP qui détermine la nature principale de cette fusion. Depuis la fin de l'année 1971, la TSI et le RWP avaient des relations fraternelles, et une discussion internationale portant sur des divergences politiques subsistantes se poursuivait, principalement sur la question nationale et celle du vote pour les partis ouvriers engagés dans des fronts populaires. Après la visite d'une délégation de membres importants du RWP en Europe et en Amérique du Nord en 1974, ces relations se trouvèrent dans l'impasse. Mais le 10 février 1979, une conférence spéciale du RWP décidait de rechercher une unification avec la TSI, et ce, contre l'opposition des dirigeants historiques Samarakkody et Meryl Fernando. Malgré leur passé généralement honorable d'opposition au coalitionnisme, ces vieux dirigeants du RWP avaient été incapables de traduire leur autorité personnelle en recrutement, tout spécialement parmi les Tamouls, les femmes et la jeunesse cinghalaise attirée par le JVP. Ceux qui étaient la force motrice pour une fusion avec la TSI étaient en même temps les éléments les plus activistes du RWP, comprenant les jeunes camarades les plus récemment recrutés ainsi que plusieurs cadres expérimentés. Ces camarades désiraient rompre le comportement amorphe de secte du RWP; ils n'avaient aucune envie de rester simplement un groupe parasite poussant sur le cadavre décomposé du LSSP.

Vers le milieu de 1979, une délégation mandatée de la TSI fit un séjour à Sri Lanka, et l'Accord d'unification fut signé avec le RWP, où il était fait la remarque que «pour sa part, la TSI pourrait considérer, comme caractérisation extrême, que le RWP partage au moins en partie un centrisme suiviste par rapport au nationalisme petit-bourgeois et donne un soutien critique aux pires aspects du révisionnisme et du réformisme, tandis qu'il est en grande partie incapable, dans sa propre propagande, de dépasser les revendications purement démocratiques». En notant la nécessité de poursuivre une clarification politique, l'Accord affirmait que celle-ci pouvait être poursuivie dans le cadre d'une organisation internationale unique.

Sur cette base, une délégation du RWP (composée principalement de camarades opposés à l'unité avec la TSI!) assista à la première conférence internationale de délégués de la TSI en août 1979. La conduite politique et le lâche départ de cette délégation permettaient d'effectuer une évaluation politique définitive de la vieille direction Samarakkody du RWP. Confronté à l'épreuve d'avoir à s'intégrer à une internationale vraiment centralisée démocratiquement, Samarakkody recula, refusant de débattre politiquement, puis repartant en hâte à Sri Lanka avec une série de calomnies apolitiques contre la TSI. Il apparut clairement que son assistance à la conférence internationale n'était qu'une manoeuvre pour vacciner les militants du RWP contre la TSI. La TSI fit vœu de porter à Sri Lanka même le combat contre le centrisme de gauche du RWP.

A ce moment, les camarades qui devaient devenir la Fraction bolchévique se trouvaient devant une épreuve décisive. Refusant d'approuver le « rapport » de la délégation, ils maintinrent que la perspective de fusion avec la TSI était le seul cours correct. Le 4 mai 1980, trois membres du comité central du RWP proclamèrent sur cette base une fraction oppositionnelle. En plus de son combat pour l'unification avec la TSI, la Fraction bolchévique était en accord avec la TSI sur plusieurs questions clés. Elle partageait l'opposition de la TSI aux votes en faveur de partis ouvriers engagés dans des coalitions de front populaire. Une autre question décisive concernait le vote des députés Samarakkody et Meryl Fernando en 1964 contre le Discours du Trône, vote qui renversa la coalition gouvernementale de front populaire. Sous la pression d'éléments issus de la mouvance du LSSP, la direction du RWP voulait renier cette action principielle et courageuse, alors que les camarades de la TSI et de la Fraction bolchévique défendaient cette prise de position historique contre la trahison de la classe ouvrière. La Fraction bolchévique combattit également la position de la direction du RWP suivant laquelle le mouvement qui avait porté Khomeiny au pouvoir en Iran était une lutte populaire révolutionnaire, et s'opposa à son refus de défendre ouvertement l'intervention soviétique en Afghanistan contre les réactionnaires islamiques. Les camarades de la Fraction bolchévique réussirent à gagner de nouveaux adhérents à partir des couches nouvelles, activistes, du RWP grâce à leur lutte pour le maintien du programme trotskyste révolutionnaire sur les questions politiques centrales, internationales ou ceylanaises.

Deux jours avant la conférence décisive de juin 1980 du RWP, le principal dirigeant de la Fraction bolchévique, Laksiri Fernando, abandonna lâchement le combat, faisant montre d'un manque de volonté révolutionnaire et d'une attitude capricieuse d'intellectuel dans sa tour d'ivoire. Cela priva la Fraction bolchévique d'une majorité potentielle à la conférence et porta un coup majeur à sa capacité linguistique, et par là à la possibilité de communiquer de manière significative avec le mouvement international. Mais les camarades restants continuèrent à se battre. Conscients que le RWP en tant que tel n'adopterait pas un cours révolutionnaire, internationaliste, ils restèrent à l'intérieur pour tenter de gagner d'autres membres à leurs positions. L'escalade de mesures bureaucratiques dirigées contre eux par la direction du RWP trouva sa conclusion dans l'expulsion de la Fraction bolchévique dans son ensemble en mars 1981. Maintenant le RWP est une petite secte moribonde, après le passage à la TSI de ses cadres les plus énergiques et vitaux.

La Fraction bolchévique, qui se propose aujourd'hui d'adopter le nom de Spartacist League de Sri Lanka, se trouve confrontée au défi de bâtir une puissante section de la TSI sur cette île. Dans sa lutte pour construire un parti révolutionnaire qui mènera les masses travailleuses à la destruction du capitalisme et à l'établissement de la dictature révolutionnaire du prolétariat, le groupe doit développer une identité politique caractéristique, qui doit à l'évidence comprendre les positions suivantes :

1. *Contre le front-populisme sous toutes ses formes.* Alors que le gouvernement réactionnaire de l'UNP de J.R. Jayewardene prend des mesures de plus en plus répressives, les partis traditionnels de la classe ouvrière, le LSSP et les

PC pro-Moscou et pro-Pékin, se sont encore engagés dans un cours vers un nouveau front populaire avec le SLFP bourgeois, pour former à nouveau un gouvernement comme celui qui a massacré en 1971 les jeunes insurgés dirigés par le JVP. Le NSSP, qui sur tous les points essentiels conserve les positions du LSSP d'avant 1975, n'est rien d'autre qu'une tentative de ressusciter le LSSP. Son langage parfois « gauche », et son opposition verbale au coalitionnisme ne sont rien d'autre qu'un expédient et la reconnaissance temporaire du dégoût suscité dans les masses laborieuses par les trahisons front-populistes du LSSP. Mais le LSSP et son rejeton, le NSSP, ne sont pas les seuls à avoir entaché l'étendard du trotskysme. La pratique des groupes plus réduits se réclamant du trotskysme a été de se vautrer dans la mouvance parlementaire du front populaire. Ces groupes, qui vont du RMP, affilié au SU (dirigé jusque récemment par le méprisable bureaucrate syndical briseur de grèves Bala Tampoe) avec ses appels à un front unique de la gauche, au RWP qui appelle à voter pour les partis ouvriers dans les fronts populaires, capitulent tous devant le front populaire. Pour l'indépendance de la classe ouvrière — Jamais plus de fronts populaires !

2. *Pour la défense des droits du peuple tamoul.* La politique de coalition a résulté non seulement en une subordination envers les capitalistes, mais aussi envers le chauvinisme cinghalais. Une revendication essentielle est : pour le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire le droit à un Etat séparé pour les Tamouls du Nord et de l'Est de Ceylan. Pour le moment, nous ne préconisons pas l'établissement d'un Etat séparé, mais nous enjoignons les masses travailleuses tamoules de rejoindre dans une lutte de classes commune les ouvriers et paysans cinghalais. Un des dangers que recèlent l'approfondissement des divisions entre communautés et l'éventualité, dans ce cadre, d'une lutte des Tamouls du Nord pour leur libération nationale, est que les autres Tamouls de Sri Lanka, particulièrement les travailleurs des plantations, mais également ceux qui sont répartis dans toute l'île, deviennent les principales victimes de pogroms. Nous exigeons le retrait de la police et de l'armée de Sri Lanka des secteurs tamouls du Nord, où elles se livrent à une répression de plus en plus brutale. Nous exigeons l'arrêt de toute discrimination à l'égard des Tamouls et des autres minorités nationales et religieuses. Le tamoul doit devenir une langue officielle, avec un statut

**Documents de la
Fraction bolchévique
du RWP**

Mai 1980
(en cinghalais)

**10 Rs.
5F**

Commande:
Spartacist League/Lanka
33 Canal Row
Colombo 01 SRI LANKA

**විප්ලවවාදී
කම්කරු, පක්ෂය තුළ
බොල්ෂෙවික්
කණ්ඩායමේ
ලියවිලි**

මෙහි ඇති කවිපොත් පොතක් හි
මුද්‍රා අලුත් බවට පත්ව ඇත. මුද්‍රා මෙහි
මුද්‍රා කළේ කවිපොතක් බවට පත්ව ඇත. මුද්‍රා
මුද්‍රා කළේ කවිපොතක් බවට පත්ව ඇත. මුද්‍රා
මුද්‍රා කළේ කවිපොතක් බවට පත්ව ඇත. මුද්‍රා

- අලුත් -

1980 මැයි

équivalent à celui du cinghalais. Les déportations des travailleurs tamouls des plantations doivent cesser, et ceux qui ont déjà été déportés doivent avoir le droit de retour. Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs tamouls des plantations !

Par leurs actions, telle celle qui a consisté à organiser des étudiants cinghalais dans une lutte pour le droit des Tamouls à l'admission à l'université de Colombo, les camarades de la Fraction bolchévique ont déjà fait la preuve de leur volonté de se battre sur cette question. La question tamoule est la question de l'internationalisme à Sri Lanka, la pierre de touche pour des révolutionnaires dans la lutte contre le chauvinisme cinghalais.

Une révolution ouvrière à Ceylan pourrait bien être l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres pour l'énorme prolétariat indien, propageant les flammes de la révolution à travers l'Asie du Sud. Mais un Etat ouvrier isolé sur cette île ne pourrait survivre longtemps sans un puissant soutien des masses ouvrières de l'Inde. Les intentions révolutionnaires des militants de Sri Lanka seront confirmées par leur pratique dans la question tamoule. De l'autre côté du détroit de Palk, vivent des millions et des millions d'autres Tamouls. Le combat pour gagner des camarades tamouls exprime un engagement à contribuer à construire un parti révolutionnaire en Inde, car ces camarades peuvent avoir un rôle vital dans la lutte pour une fédération socialiste du sous-continent indien, Sri Lanka inclus.

3. *Pour la libération des femmes.* Les récents événements d'Iran et d'Afghanistan ont prouvé de façon aiguë que dans les pays sous-développés d'Orient la question femme revêt un caractère particulièrement significatif. Nous devons avancer des revendications qui visent l'oppression spécifique de la femme, et développer des méthodes spéciales de travail parmi les femmes, car dès lors qu'elles se seront mises en mouvement, les femmes travailleuses fourniront beaucoup des meilleurs combattants pour le communisme, comme elles l'ont fait pour la Révolution bolchévique en Asie centrale soviétique. Les travailleuses tamoules des plantations et les travailleuses encore inorganisées des industries de la zone franche, comme le textile, sont des secteurs importants du prolétariat de Ceylan, et doivent être gagnées à notre cause. Nous devons exiger un salaire

égal pour un travail égal, l'organisation en syndicats, la fin de toute forme de discrimination économique et sociale, ainsi que des services sociaux, comme des crèches, qui puissent libérer la femme de la routine abrutissante des corvées domestiques. Il faut apporter une attention toute particulière au recrutement à notre parti de camarades femmes, y compris chez les nombreuses jeunes étudiantes.

4. *Contre les bases impérialistes et la campagne belliciste antisoviétique des impérialistes.* Les puissances impérialistes, dirigées par l'impérialisme US, ont monté une nouvelle campagne belliciste visant à détruire l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Les Etats-Unis sont en train de développer considérablement la base navale et aérienne de Diégo Garcia dans ce but précis. La TSI a insisté à de nombreuses reprises pour que la direction du RWP mette en avant cette question. Elle ne l'a pas fait, indiquant par là son incapacité à déceler le but de tels porte-avions insubmersibles et sa conception « tiers-mondiste » comme quoi le monde est simplement divisé en peuples progressistes et non-progressistes. Comme trotskystes, nous défendons l'Union soviétique et les acquis de la Révolution d'Octobre contre l'impérialisme, tout en appelant à la révolution politique prolétarienne pour chasser la caste bureaucratique stalinienne. Aucun pays n'est à l'abri de cette question de portée historique au niveau mondial, surtout pas Sri Lanka.

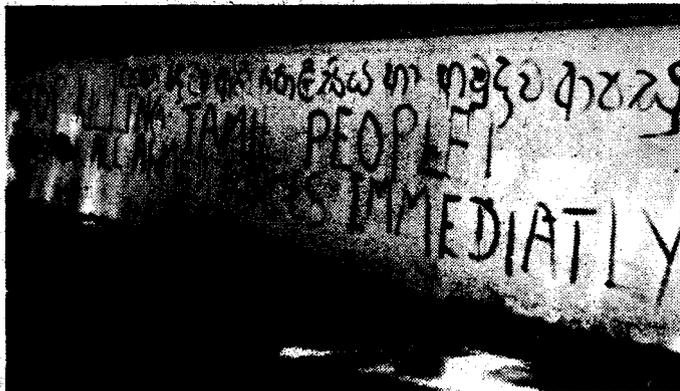
Le gouvernement Jayewardene tente, en imitant Singapour et sa zone franche commerciale, d'attirer les investisseurs impérialistes à Sri Lanka, dans l'espoir d'émuousser l'impact de la crise économique du capitalisme, de l'inflation rampante et du chômage qu'elle crée. Mais le prix à payer pour les investissements capitalistes, ce sont les bases militaires impérialistes. Aussi aujourd'hui, le gouvernement de l'UNP se propose-t-il de rallier l'OTASE anticommuniste, et, tandis que les forces armées impérialistes rendent des visites de « bonne amitié », il est de plus en plus question que le grand port de guerre de Trincomalee devienne une base US. Il faut se rappeler qu'au XVIIIe siècle, un facteur déterminant pour savoir si ce seraient les Français ou les Britanniques qui prendraient le contrôle de l'Inde fut qui contrôlait Trincomalee. Son importance militaire stratégique persiste de nos jours. Non aux bases

Spartacist

Organe du marxisme révolutionnaire

- Spartacist, deutsche Ausgabe 5F
- Spartacist, English edition 5F
- Spartacist, édition française 5F
- Spartacist, edición en español 5F

Commande:
Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO
New York, NY 10116 USA



Seule la Spartacist League/Lanka, récemment fondée, a défendu les Tamouls auprès des masses ouvrières cinghalaises. Sur les murs de Colombo : «Halte au massacre du peuple tamoull», «Retrait immédiat de toutes les forces armées!»

impérialistes ! US hors de Diégo Garcia ! Pour la défense de l'Union soviétique contre les attaques impérialistes !

D'autres revendications particulièrement significatives à Sri Lanka incluent l'appel à l'organisation de tous les travailleurs dans des syndicats d'industrie (c'est-à-dire un seul syndicat pour tous les travailleurs dans une industrie donnée) qui contrecarreraient les divisions communautaires et partisans et pourraient briser la mainmise des syndicats de l'UNP et du SLFP. Une autre tâche décisive est de proposer un programme qui intersecte les besoins des masses travailleuses rurales, longtemps ignorées par les partis traditionnels de la classe ouvrière qui les ont abandonnées au SLFP. Vers un gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire à Sri Lanka !

Sur ces revendications et d'autres encore, la Spartacist League de Sri Lanka luttera pour regrouper les meilleurs militants dans le noyau du parti d'avant-garde trotskyste. Les vieux trotskystes, dont les meilleurs étaient représentés par des gens comme Edmund Samarakkody, sont finis. Mais il y a des camarades qui ont dix ou vingt ans d'expérience de lutte qui peuvent être gagnés. La Fraction bolchévique possède déjà des camarades d'une telle expérience. Des groupes comme le NSSP avec sa prétention actuelle à s'opposer à la politique de coalition peuvent produire des scissions de gauche lorsque leurs dirigeants montreront leur vrai visage.

Le plus grand des groupes aux prétentions révolutionnaires à Sri Lanka est le JVP. Ce n'est peut-être plus la même organisation qu'en 1971, et il a effectué récemment un tournant vers l'arène parlementaire. Son sectarisme (illustré par son refus de soutenir la grève générale de l'an dernier) et son recours à la violence physique contre ses adversaires dans la gauche le rendent d'un abord difficile. Sa base la plus solide se trouve dans la jeunesse rurale, mais il trouve un soutien appréciable dans la classe ouvrière des villes et au sein de la jeunesse urbaine et des étudiants. Le JVP a pu conquérir un tel soutien précisément parce que tant de jeunes militants étaient écoeurés par les trahisons des vieux partis ouvriers. La scission dans le syndicat des enseignants de Ceylan dirigé par H.N. Fernando quand le JVP refusa de soutenir la grève générale prouve que cette organisation éclectique est soumise à des contradictions et des pressions. Il faut

Victime de la terreur anti-Tamouls à Jaffna, Balasothy, militant du TULF tué par l'armée.



trouver des moyens de gagner des camarades parmi les partisans du JVP.

L'éloignement géographique, la grande différence de culture et de niveau de vie, et la barrière linguistique font de cette fusion une entreprise extrêmement difficile. Néanmoins, nous nous battons pour maintenir un centralisme démocratique authentique et effectif. Cela veut dire «acceptation des décisions prises à la majorité là où l'accord ne s'est pas fait, et accord pour se battre de façon interne quand il y a des divergences [...]». Pour la TSI, des écarts tactiques entre les sections, même face à une critique possible au niveau international, sont des phénomènes inévitables si l'on veut que des directions fortes et capables se développent. De la même façon, sur des questions qui se posent stratégiquement à l'échelle internationale, une ligne internationale stricte est obligatoire» (extrait de l'Accord d'unification du RWP de Sri Lanka avec la TSI, juin 1979).

L'intégration des camarades de Ceylan dans la vie de l'internationale est essentielle dans ce processus. Ceci comprend des voyages et une participation à l'activité politique des autres sections de la TSI de la part de ces camarades, et tout particulièrement, dans l'immédiat, des efforts intensifs pour développer et étendre les capacités respectives en anglais et en cinghalais, ainsi qu'un développement de la connaissance du tamoul.

La Spartacist League de Sri Lanka doit construire un appareil de propagande simple et proportionné à ses tâches. Elle doit développer sa capacité à produire de la propagande écrite sous forme de tracts et de petites brochures. Elle doit avoir une structure financière avec des cotisations régulières de ses membres, une contribution régulière à l'internationale, et doit tenir une comptabilité qui a jusqu'ici été méticuleuse. En conformité avec la pratique habituelle de la TSI, les ressources de l'internationale seront mises à disposition selon des priorités décidées internationalement.

Construisons la Spartacist League de Sri Lanka ! Pour la renaissance de la Quatrième Internationale !

Colombo
24 mai 1980

tendance spartaciste internationale
Fraction bolchévique/Spartacist League de Sri Lanka

Vers la révolution en Asie du Sud

La Spartacist League fondée à Sri Lanka

Nous reproduisons ci-après l'accord de fusion entre la tendance spartaciste internationale (TSI) et la Spartacist League, anciennement Fraction bolchévique du Revolutionary Workers Party de Sri Lanka. Cette fusion représente une extension qualitative de notre tendance aux parties autrefois colonisées du monde, un pas en avant significatif vers la formation de la Ligue trotskyste internationale, parti mondial de la révolution prolétarienne.

Ceylan est un de ces pays colonisés dans lesquels les partis ouvriers de masse se sont développés dans une période où le stalinisme se trouvait, comme la social-démocratie l'était devenue avant lui, profondément discrédité auprès des masses anticolonialistes à cause de son alliance ouverte avec l'impérialisme « démocratique », c'est-à-dire son soutien à la perpétuation, sous une forme légèrement sinon pas du tout atténuée, du colonialisme. C'est pourquoi le parti socialiste de masse, le Lanka Samasamaja Party (LSSP), prit dès le début une coloration trotskyste. Mais beaucoup du contenu réel du trotskysme, des normes bolchéviques d'organisation jusqu'à l'appétit pour un authentique internationalisme, n'a jamais pénétré les traditions du mouvement ouvrier sur cette île. Le LSSP, au contraire, reflétait depuis le début une préoccupation caractéristique en faveur de l'activité parlementaire et un esprit de clocher étroitement nationa-

liste. Très tôt, sa capitulation devant le chauvinisme cinghalais dirigé contre la minorité tamoule préfigurait son soutien au gouvernement bourgeois de front populaire du Sri Lanka Freedom Party (SLFP) de Bandaranaike, gouvernement dans lequel il finit par entrer en 1964 — première fois depuis la fondation de la Quatrième Internationale en 1938 qu'un parti se réclamant du trotskysme se rendait coupable d'une aussi flagrante trahison.

Les conséquences sanglantes du front populaire ne se firent pas attendre. Alors que partout ailleurs le front populaire servait à désarmer les ouvriers face à la réaction, à Ceylan il se chargea lui-même d'une boucherie contre-révolutionnaire: écrasement

des grèves ouvrières, encouragement à des pogroms racistes contre les Tamouls, répression sauvage du soulèvement des jeunes cinghalais dirigé par le JVP guévariste en 1971. Pas étonnant qu'une haine profonde pour le front populaire et les partis de gauche réformistes qui l'avaient construit soit largement répandue dans tous les secteurs de la classe ouvrière et des opprimés.

Il y a eu au Sri Lanka beaucoup de groupes se réclamant du trotskysme qui ont depuis longtemps perdu en réalité toute ressemblance avec lui, depuis les parlementaristes méprisés du LSSP jusqu'aux nervis healystes du RCL que leur fidélité grassement récompensée au mégalomane libyen Khaddafi et autres bouchers militaires du Proche-Orient enrichis par le pétrole a exclus du mouvement ouvrier. Mais le véritable trotskysme — l'opposition intransigeante à la collaboration de classe et un engagement authentique à l'internationalisme révolutionnaire —, une seule tendance le représente aujourd'hui dans l'île: la Spartacist League.

Récemment, la nouvelle vague de terreur organisée par le gouvernement contre les Tamouls du Nord et de l'Est a établi une brutale démarcation entre les révolutionnaires et les traîtres: nos camarades de Sri Lanka furent les seuls dans la communauté cinghalaise à élever la voix contre ces attaques meurtrières visant les Tamouls. De même, au

suite à la page 36



Le 8 juin 1981, à New York, manifestation à laquelle participait la Spartacist League/US contre la terreur anti-Tamouls à Sri Lanka.